



UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ

Rapport d'activités 2015



Bienvenue chez vous !

Bienvenue chez vous et dans la vraie vie ! Car c'est dans la vraie vie que l'éducation permanente prend sa source. Les hommes et les femmes qui se réunissent en groupes pour réfléchir et agir, aux Equipes Populaires, apportent leurs savoirs et savoir-faire du quotidien pour transformer le monde.

Et leur vie n'a pas grand-chose à voir avec les fantasmes du néolibéralisme (« chacun doit être entrepreneur de soi ») ni avec les illusions que véhicule la pub. Vous savez bien : ces images célébrant de jeunes-beaux-riches vivant dans un villa 4 façades au jardin invraisemblablement grand et épargné par les taupes, conduisant une scintillante voiture neuve sur les routes du sud et festifs comme s'ils étaient chaque jour en vacances... et comme s'il n'y avait qu'eux au monde.

La vie réelle, le logement réel, l'emploi réel, la famille réelle, le budget réel du ménage, c'est... tout autre chose ! C'est beaucoup plus diversifié. C'est beaucoup plus compliqué, souvent. Et ça ne peut pas se faire en se comportant comme s'il n'y avait que nous, que soi et ses proches. Et certainement pas comme si tout le monde était mis sur pied d'égalité !

La vie nous l'apprend : nos existences, nos sociétés ne s'accomplissent pas sans les autres. Elles s'épanouissent et se confrontent à la fois dans des mécanismes de solidarité et dans des rapports de force. Sans solidarité, pas de société mais une jungle d'individus où règne la loi du petit groupe de plus forts excluant l'immensité de ceux jugés faibles. Mais pour faire progresser la solidarité et la justice sociale, il faut construire des rapports de force collectifs, plutôt que personnels. Entre citoyens et représentants politiques, entre travailleurs et dirigeants d'entreprises ; entre locataires et bailleurs, entre consommateurs et producteurs... Il faut aussi savoir tisser des alliances autour de revendications, d'intérêts communs.

C'est le sens des actions que vous découvrirez ou redécouvrirez dans ces pages et qui naissent de la vie réelle. Qu'il s'agisse de mener une grève des loyers ou de prendre part à l'accueil des réfugiés ; de décoder les préjugés ou d'agir contre les discriminations de tout poil ; d'analyser le fonctionnement du capitalisme ou de s'unir contre le TTIP ; de dénoncer les mots menteurs du pouvoir ou de manifester avec les syndicats ; d'inviter à débattre dans des ciné-clubs ou de tester des alternatives dans des « ateliers conso » ; de sensibiliser le public à l'injustice fiscale ou de résister aux sirènes du marketing et du crédit facile...

L'éducation permanente, dans les groupes où l'on croise nos réalités de vie, c'est le chemin qui nous amène à comprendre ce qui conditionne nos existences, pour imaginer ensuite comment s'en émanciper. Et alors on regagne une puissance d'agir.

Bonne lecture et belles découvertes

Une action citoyenne qui se décline en six grands thèmes

► Questions de consommation

Dans cette thématique sont rassemblées toutes les questions qui touchent d'une part à **l'égalité d'accès aux biens et services** de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société ; d'autre part à la **protection des consommateurs**.

► Citoyenneté, démocratie et politique

Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne **l'observation du paysage politique**, aux différents échelons, du local à l'international ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la **participation citoyenne**.

► Le vivre ensemble

Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'observation des **rôles sociaux**, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la lutte contre les **pratiques discriminantes** dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le **vivre ensemble**.

► Emploi, protection sociale et services collectifs

Sont visées ici à la fois les **politiques d'emploi et toutes celles qui en découlent**, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs.

► Pauvreté et exclusion

Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur **l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion**. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du Mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un **logement décent**, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes.

► Modèles de développement, modèles de société

Dans cette thématique sont rassemblées toutes les questions, analyses, expériences qui **interrogent le modèle capitaliste** actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Elle comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à **définir les contours d'un modèle de société plus juste**, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.

L'alternative comme résistance au système

Quand le système ne nous convient plus, libre à nous de construire en parallèle des projets alternatifs et faire mûrir ainsi le germe de la justice sociale.

Les écoles conso, un chemin d'émancipation

Dans le Brabant wallon, l'atelier « **Les bons plans** » de Wavre s'est questionné sur le rapport à la terre, ici et dans le monde. Le film « Solutions locales à un désordre global » et le Mouvement pour la terre de Pierre Rabhi ont alimenté leur réflexion cette année.

Du côté de Liège-Huy-Waremme, les **ateliers conso de Verlaine, d'Othée et de Waremme** se sont emparés du « énoگرامme », un outil pédagogique qui aide à décoder comment l'histoire familiale et l'éducation en général conditionnent notre rapport à l'argent. Ils ont poursuivi en creusant les paradoxes des fonctions de la monnaie pour s'intéresser ensuite au crédit alternatif, en particulier la structure, le fonctionnement et les missions de Crédal. L'analyse du concept d'inclusion bancaire sera la prochaine étape.

Le tri des déchets, qu'il s'agisse de compostage ou de la gestion des électroménagers était également au programme de l'atelier de Verlaine, de Huy et du Laveu. Visite d'Intradel, d'Uvélia à Herstal. Information sur le Biocentre de Jeneffe, où l'on transforme les déchets verts en terreau. A Huy, les participants ont vu le film « La tragédie électronique » ; tandis qu'au Laveu, on a poursuivi sur le thème de l'eau, du coût et des conditions d'épuration (station d'Oupeye) et des enjeux



Un potager pour créer du lien social (Tournai)



de l'accès (« La soif du monde »).

Dans le Hainaut centre, l'école conso de Quaregnon a pris conscience, en évaluant sa trajectoire, qu'elle devenait un véritable groupe de veille législative en matière de protection des consommateurs.

L'atelier conso de La Louvière a également fait le point sur sa trajectoire et

a choisi de centrer la suite d'une part sur l'alimentation et la santé, d'autre part sur l'analyse du modèle socio-économique et des alternatives. Mieux encore, fort de l'expérience acquise, ses membres ont décidé de partir à la rencontre d'autres publics de leur entité et de proposer eux-mêmes une animation sur les enjeux de l'eau, sur ceux de l'énergie et sur les plantes médicinales.

Peu de sous, mais beaucoup de savoir-faire !

Dans d'autres ateliers plus récents, la programmation construite avec les participants s'ancre naturellement d'abord dans le vécu quotidien. Ainsi à **Gosselies**, on aborde diverses questions de consommation, de budget, et cela permet à un public de femmes de différents horizons de trouver là un espace pour libérer une parole sur ce quotidien souvent ardu. La régionale de Charleroi-Thuin a créé deux autres espaces, à **Farciennes** et à **Marcinelle**. Il arrive toutefois que la collaboration entamée ne permette pas l'autonomie du public invité (choix de programmation, liberté de venir). A Marcinelle, c'est ce qui a motivé l'arrêt de l'activité.

La consommation au quotidien pose la question du budget. Budget pour payer

la facture d'énergie, le loyer, les soins de santé... qui dit budget dit revenu, le revenu amène au statut ; alors quand on est privé d'emploi, la chasse aux chômeurs, la politique du gouvernement fédéral déboulent tôt ou tard sur la table. Tel fut le programme pour l'**atelier conso de Fernelmont** à Namur cette année.

Forcément, quand on a un (très) petit budget, on est obligés d'y regarder à deux fois. Quand la facture d'énergie ponctionne à elle seule plus de 10% dans le portefeuille, il faut bien devenir les Super traders des contrats de fourniture ! Et s'entraîner à être les Ronaldo de la course pour échapper aux démarcheurs de tous poils ; les Ivanhoé de la résistance aux offres de crédit facile, aux bonnes affaires arnaqueuses... Les Champollion

du décryptage des étiquettes alimentaires ; les Number one du tri des promos en téléphonie... on mesure mal l'expertise et le savoir-faire des désargentés ! Dans les ateliers conso, cette expertise se fabrique tous les jours et encore cette année, dans les nouveaux ateliers créés du côté de **Tubize** ou **Court-St-Etienne** (Brabant wallon) ou du côté de **Chenois** ou de **Virton** (Luxembourg). Parallèlement à l'analyse critique du système se développent des temps de fabrication de produits d'entretien, de pharmacopée, de soins de base au quotidien... dans les **ateliers du Brabant wallon, de Liège-Huy-Waremme**, mais aussi à **Marcinelle** (Charleroi-Thuin), à **Fauvillers** (Luxembourg), dans les groupes de **Comines** et de **Mouscron** (Hainaut occidental).

Journée sans crédit

Les médias parlent peu du savoir-faire économique des pauvres. C'est qu'on nage en plein paradoxe, comme l'observe le groupe de Wanfercée-Baulet : puisqu'il s'agit, pour les décideurs, de relancer la croissance économique TOUT EN pratiquant l'austérité qui augmente la précarité, il ne reste que le ressort des arnaques et de l'endettement pour y parvenir.

Dans ce contexte, le travail poursuivi depuis plus de dix ans par le Mouvement au sein de la plateforme **Journée sans crédit** vise un triple objectif : d'abord informer, sensibiliser, outiller le public face aux dangers du crédit facile et aux arnaques à la consommation. Ensuite améliorer la protection des consommateurs par des propositions de loi. (Voir page 27)

Nombre d'ateliers conso se servent des outils pédagogiques (guide jeune « anti-arnaques », vidéo « Une vie à découvrir » ...) créés dans le cadre de la plateforme Journée sans crédit. Comme par exemple les **midi-cinés de Tournai** ou les **ciné-débats** des groupes d'**Ovifat** et des **Hougnés**.

Plus largement, le Mouvement s'investit aussi au sein de l'ex-CRIOC, devenu l'AB-REOC (Association belge de recherche et d'expertise des organisations de consommateurs) afin de contribuer à défendre les droits des consommateurs.



Changeons le menu !



L'alimentation est évidemment une préoccupation du quotidien. Parce que ce besoin vital est affaire de revenus mais aussi affaire de culture, d'habitudes, de goûts, de marketing... et de spéculation ! On commence par se demander comment manger sain et bon marché et bientôt on se trouve confronté aux paradoxes du marché.

Dans la régionale de Charleroi-Thuin, les **groupes de Beaumont** et de **Leernes** ont traité de la malbouffe et des malodorants dessous de la production industrielle en visionnant « Love meat tender » et « Super Size me ». Si à Beaumont, on s'organise déjà depuis quelque temps pour acheter en groupe et consommer des produits locaux, à Leernes, certains en sont restés pantois. Et si les défenseurs des animaux nous semblent parfois négliger les priorités humaines et sociales, on prend ici conscience que bêtes et humains sont tout simplement traités de la même façon par une industrie agroalimentaire vouée au profit.

Les **groupes de Momignies** et **Gozée** ont travaillé l'enjeu de la souveraineté alimentaire en utilisant la mallette pédagogique du CNCD, dont le jeu « De la terre à l'assiette » porte sur le paradoxe de la faim (ceux qui cultivent ont faim). Ils ont poursuivi en

s'intéressant à la piste de l'économie circulaire et aux moyens de préserver la biodiversité.

A **Dampremy**, deux groupes se sont créés pour réagir à un constat alarmant : la pollution des sols a des conséquences perceptibles sur la santé des habitants de cette entité. A quelles conditions pourrait-on mettre en place une solution sous la forme d'un potager collectif ? Pour s'y préparer, les groupes ont notamment fait analyser le sol, visité une expérience de potager collectif doté d'une riche dynamique (Châtelet) et se sont donné une charte.

Des militants de Beaumont, Gozée et Jumet s'étaient mis en tête de mettre eux aussi en place une initiative locale ouverte à d'autres. Leur idée : une table d'hôtes où l'on servirait des plats confectionnés avec les légumes invendus des grandes surfaces. Ils ont visité le lieu « la Poissonnerie » à Bruxelles, et ont opté plutôt pour les légumes maraîchers. C'est ainsi que la « **Table d'Autres** » a vu le jour fin de cette année.

A Bruxelles aussi, un projet similaire est en train de naître. Comment parler alimentation durable dans les quartiers populaires, sachant qu'il y a des inégalités criantes en matière de santé ? Des militants des **groupes**

d'**Anderlecht** et **Ixelles** ont réfléchi à un projet articulant travail d'analyse et table d'hôtes, avec ici aussi des plats mitonnés à partir de légumes invendus du marché (les « légumes moches » comme ils disent). C'est ainsi qu'en 2016 naîtront les premiers « **jeudi de fin de mois** ».

Au Hainaut occidental, on part à la découverte d'autres modes alimentaires. Au départ de l'expo « Planet market » (une initiative de la Province intitulée « Mangeons local, n'avalons pas n'importe quoi ») le **groupe Alimentation** a redécouvert des produits locaux oubliés. Dans le cadre d'un **midi-ciné à Tournai** axé sur l'alimentation « vivante », on s'est initié aussi à d'autres techniques de conservation.

Au Luxembourg, l'**école conso d'Aubange** a réalisé un travail de longue haleine sur les enjeux de l'alimentation, en lien avec la santé, et prépare trois conférences publiques spécifiques (ex. consommer local : le pour et le contre). A **Arlon**, c'est l'alimentation et les carences chez les seniors qui ont occupé le groupe. Pas toujours simple quand vient l'âge où l'on a besoin d'une aide extérieure. Et pourquoi pas expérimenter l'habitat partagé pour cuisiner à plusieurs ?

Comprendre sa consommation énergétique... c'est la maîtriser !

Le Luxembourg fait depuis quelques années de la problématique de l'accès à l'énergie, un fil rouge de son développement. Les « **groupes énergie** » sont mis sur pied avec différentes collaborations ce qui permet de toucher un public très varié : personnes récemment arrivées en Belgique ; public en alpha ; jeunes en décrochage ; seniors ; adultes en recherche d'emploi ; ayants droit au CPAS... Ces animations reposent sur des questions concrètes (facturation, éclairage, URE...) et sont également l'occasion de brosser un tableau de la libéralisation du secteur, d'appréhender l'impact de la qualité du bâti, de s'interroger sur le potentiel de rénovation, d'interpeller les CPAS et les pouvoirs locaux.

Au fil des années, le site créé par la régionale, **energieetlogement.be**, qui compte désormais 400 utilisateurs, s'est évidemment enrichi. Le groupe porteur du site qui l'évalue régulièrement a pu par exemple identifier que les magnifiques nouveaux compteurs électroniques qui remplacent peu à peu les anciens tombent plus souvent en panne ! Que la part de production solaire (les autoproductions) augmente. Et qu'il serait temps de mettre au point en région wallonne un mode de participation de ceux-ci au financement du réseau. La situation actuelle représente une double injustice pour ceux qui ne peuvent s'offrir des panneaux photovoltaïques.

Et d'autres réalités trouvent place dans le travail de ces groupes au fur et à mesure qu'elles s'expriment : législation du bail (ex. **groupe en réinsertion sociale d'Athus**), précarité des moyens financiers (ex. **groupe de Libramont**), isolement en milieu rural (ex. **groupe de femmes à Virton**), complexité des logiques administratives (ex. **groupe alpha Libramont**), stigmatisation des étrangers (ex. **groupe de primo-arrivants à Vielsalm**), rapports de force entre locataire et bailleur quand il faut remplacer un équipement défectueux ou énergivore

(ex. **groupe d'apprenants ISP à Virton**)...

La fédération a également poursuivi la formation réalisée à l'attention d'intermédiaires sociaux de la région. Elle permet d'inscrire le travail d'accompagnement des usagers dans une perspective plus large d'analyse des enjeux énergétiques, de critique de la libéralisation, de lutte contre la pauvreté et d'approche plus collective des intérêts des usagers. Elle vient aussi bien à point pour les travailleurs des CPAS de petites communes.

A Charleroi-Thuin, le **groupe de Jumet** a poursuivi ses investigations sur les enjeux énergétiques en organisant un débat avec le RWADE (Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie) sur les tenants et aboutissants du délestage et des fameuses fissures qu'on avait détectées dans nos centrales nucléaires. **Momignies** a fait de même sur le blackout. Le sentiment est que les risques pointés, bien que réels, sont surmédiatisés pour faire peur et convaincre le consommateur qu'il lui appartient de se responsabiliser, alors que la balle est en réalité dans le camp des décideurs des choix de production. C'est bien depuis l'ouverture à la concurrence de celle-ci qu'on a arrêté les centrales gaz-vapeur, jugées trop coûteuses. Les enjeux énergétiques sont aussi une préoccupation récurrente du groupe de Frameries (Hainaut centre) qui a présenté le résultat de son travail lors de la fête citoyenne de la régionale.

Et dans la **régionale de Liège-Huy-Waremme**, une dynamique a été échaudée autour de l'accès à l'énergie, avec la collaboration du RWADE. Intitulée « **Tous au chaud dans un nid douillet : entre rêve et réalité** », elle a invité les participants à un parcours formatif qui vise à mieux comprendre ses droits dans un marché libéralisé pour pouvoir réagir face aux problèmes rencontrés et agir collectivement pour défendre ces droits.

L'énergie est un droit et non un privilège !

Le mouvement est également actif sur les enjeux du droit pour tous à l'énergie par son implication dans le RWADE - Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie - et la CGEE - Coordination Gaz-Electricité-Eau à Bruxelles. Ces deux coordinations politiques font un travail remarquable d'interface entre le travail de terrain des organisations membres et les pouvoirs publics auprès desquels elles ont acquis une reconnaissance comme représentants des consommateurs dans la défense de leurs droits.

En 2015, l'analyse scrupuleuse des déclarations de politique régionale en

matière d'énergie a débouché sur des contacts avec les cabinets ministériels, des débats d'assemblées afin de déterminer comment défendre et avancer au mieux sur des dossiers essentiels à nos yeux, tels que les mesures de protection sociale. A Bruxelles, il s'agit de défendre le degré de protection atteint (on ne peut pas couper sans décision de justice de paix, par exemple). En Wallonie, il s'agit de faire reculer le dispositif des compteurs à budget qui coûte cher, qui oblige les personnes en difficulté à se priver sur un besoin vital et qui dispense les fournisseurs de gérer leur

contentieux sans qu'ils participent au financement dudit dispositif.

Les EP assurent la présidence du RWADE, et s'il est un constat qu'on a envie de relever ici, en filigrane des enjeux portés par ces collectifs, c'est qu'il est édifiant d'observer à quel point la violence des logiques de marché a été intériorisée par le public. Pour en finir avec les compteurs à budget, il y a un défi colossal à relever : **retrouver une culture dans laquelle il est admis qu'un besoin essentiel pour mener une vie décente doit être garanti à tous dans une société de progrès.**

Politiques

« Souriez, vous êtes surveillés ! »

Si nous voulons que la démocratie perdure, il revient à nous, citoyens d'exercer une veille politique. De s'assurer qu'ils « font le job ».

Le **groupe de Leernes** (Charleroi-Thuin) a organisé deux débats publics sur le rôle des élus locaux et le fonctionnement de l'institution communale et provinciale, avec des élus invités à expliquer concrètement leurs missions. Une façon de contribuer à œuvrer au rapprochement entre les mandataires et leurs administrés.

Dans le Hainaut occidental, le **groupe d'Enghien** alimente son travail de veille en suivant les débats du conseil communal sur l'aménagement du territoire et de la mobilité. Mais il s'est aussi intéressé cette année à susciter une amélioration des modes et sup-

celui-ci s'en saisit-il et quelle attention leur réservent les décideurs locaux ? C'est ce qu'on a voulu savoir, à **Tournai**, où une enquête a été menée pour analyser le fonctionnement concret des commissions consultatives. Parce que, (et c'était une critique exprimée dans un débat pré-électoral en 2012), les militants qui s'y impliquent ont parfois l'impression qu'ils y sont invités « juste pour tenir le bar » lors d'une festivité locale. Le groupe a rencontré le collègue avec les résultats et prépare une soirée citoyenne pour 2016.

A Bruxelles, les **groupes de Jette, d'Anderlecht** et la **Commission 23** à

expérience malheureuse ! L'allocation-loyer accordée si le bailleur accepte de se conformer à une grille indicative, est-ce une option juste ? Mais alors comment soutenir le locataire qui paie un « loyer abusif » ? L'expression vient des groupes. Ne faut-il pas envisager la perspective et les modalités d'une grève des loyers, sur la part abusive ? Et si oui, alors il s'agit, sur le plan local, d'organiser le soutien aux futurs grévistes : confectionner des caisses de grève, s'approprier les conditions de l'action, inviter d'autres à y prendre part... C'est bien parti !

Parallèlement, le **groupe de repérage**

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE



ports d'information de la commune envers ses habitants.

Les **groupes de Comines** et de **Mouscron** ont réalisé une évaluation à mi-parcours de la législature communale, cahier de revendications en mains, avant de rencontrer une délégation de leurs échevins respectifs. Un travail assez ardu à réaliser, mais les militants sont ressortis des échanges plutôt contents : pas de doute, cette dynamique enrichit la démocratie. Les Mouscronnais en particulier se sentent réconciliés avec la politique.

Des outils existent pour l'exercice d'une citoyenneté locale, mais comment sont-ils mis à disposition du public, comment

Schaerbeek ont poursuivi leur travail sur la diffusion, l'analyse des résultats et l'amélioration d'un questionnaire qui permet de comparer le loyer que paient les locataires approchés avec la grille indicative que le gouvernement Picqué avait élaborée, selon les caractéristiques du logement habité. Ces enquêtes locales donnent de précieuses indications et contribuent à populariser l'idée d'encadrer les loyers. Les résultats donnent lieu à de multiples débats. Par exemple : Quels acteurs solliciter dans la perspective d'une commission paritaire locale pilote, qu'ils réclament ? Quid de la justice de paix, dont certains ont une

des logements vides poursuit son travail sur les communes d'Anderlecht et Ixelles. Des collaborations se sont nouées avec des associations autour de l'alimentation du site logements-vides.be fort utilisé (7.000 visites). Là aussi, des débats naissent de l'action. Un exemple : le listing ainsi établi doit-il servir aussi en vue de conventions d'occupations précaires ? Par ailleurs cette action récurrente nous enseigne qu'en fait, peu de logements restent vides dans la durée. Difficile alors d'activer le droit de gestion publique. Par contre, la Région a amélioré ses outils de lutte contre la vacance immobilière, ce dont il faut se réjouir.



TTIP game over

Un autre enjeu qui a mobilisé plusieurs groupes dans le Mouvement, c'est le TTIP, le projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis. S'il n'est certes pas le seul à représenter une menace, pour nos droits socio-économiques, pour la santé publique, pour l'environnement et aussi pour la démocratie, c'est à son sujet que l'on a suivi les décisions de prendre une motion permettant aux communes de se déclarer « zone hors TTIP ». Des groupes qui, en 2014, avaient interpellé leurs autorités locales, ont suivi l'évolution, en particulier à **Nivelles** (Brabant wallon), dans le **Hainaut occidental** ou à **Verviers**.

Dans cette régionale, outre une conférence-débat avec le regard d'un syndicaliste et d'un député européen à **Herve**, des actions de sensibilisation (comme une cérémonie de funérailles des trois projets de traités) ont mobilisé des militants au sein d'un groupe élargi d'associations et se sont joints au groupe des Euro-marcheurs pour aller interpellier le bourgmestre. Le **groupe de Saint-Ghislain** (Hainaut centre) a interpellé à son tour le conseil communal. Le **groupe de Tournai** a repris sa mobilisation au détour d'une analyse de la politique européenne avec l'apport du secrétaire politique du MOC : c'est qu'il n'y a pas de vision politique de long terme possible si l'on signe des accords qui « conduisent les populations droit dans les mains des multinationales ».

Le TTIP menace la démocratie mais d'autres maux sont aussi à l'œuvre. D'un côté, des gouvernements gagnés par l'aveuglement soumettent les populations aux lois de

l'austérité et les inégalités se creusent comme jamais. De l'autre, des tentations populistes se nourrissent et se renforcent de l'illusion qu'une réponse simple peut être donnée pour résoudre les injustices. D'un côté, l'individu n'a peut-être jamais autant aspiré à prendre sa part au débat public et à concevoir l'épanouissement de l'être humain comme un objectif. De l'autre, l'individualisme semble conduire au repli sur soi, au chacun pour soi.

Ces questions et bien d'autres préoccupent une série de groupes quant à l'évolution de la démocratie, de la citoyenneté et de la politique. Face à la montée de l'extrême droite et à l'affaiblissement de nos démocraties, comment repositionner l'action citoyenne ? C'est sur ce thème que la **régionale de Verviers** a organisé un cycle de formation sous forme de conférences-débats, notamment en sollicitant l'éclairage de politologues.

Toujours dans cette régionale, le **groupe d'Andrimont** est de ceux qui observent combien le gouvernement fédéral met d'énergie à dénigrer la représentation collective des travailleurs et le modèle social belge, un rouage pourtant essentiel de la démocratie. Mais pour sauver la Sécu, on aura besoin des syndicats. A **St Remacle**, le groupe a visité l'expo « Rex » retraçant l'histoire de ce mouvement précédant la 2^e guerre mondiale. Ce qu'ils soulignent, c'est que « Rex » est né de la désillusion et de la colère de jeunes qui ont pu faire des études et voyaient leur horizon fermé. Prônant un changement radical, ils n'ont pas tous vu venir le « coup de balai » de Léon Degrelle. Et comment ne pas faire le rapprochement avec notre époque qui, elle non plus, ne semble pas capable de donner des voies d'avenir aux jeunes ?

Rien n'est venu du ciel

Au Hainaut occidental, le **groupe de Tournai** s'est organisé des « matins haltes » destinés à se former sur une série d'enjeux. L'un de ces moments fut consacré à l'histoire des droits humains, avec l'apport du Carhop. L'occasion de mettre en évidence qu'aucun de ces droits n'est tombé du ciel. Ils ont été construits au sein de rapports de force par les mouvements sociaux. Et c'est ainsi qu'il faudra les défendre et les renforcer.

Passons par Liège-Huy-Waremme à l'**Espace 23** qui, s'intéressant à un autre volet de l'activité politique, a conçu une animation de jeu de rôle pour s'exercer à l'argumentaire. En imaginant l'installation d'un complexe ciné en plein jardin botanique, il y avait de quoi mettre en scène des groupes d'intérêts divergents !

Dans le Hainaut centre est né un **groupe « Engagement, citoyenneté et démocratie »**. Conscient qu'il n'y a pas de démocratie sans éducation permanente et engagement local, mais que l'engagement ne se comprend plus à long terme et que l'éducation permanente reste très méconnue, ses membres veulent creuser la piste d'autres processus d'actions et d'alliance, qui s'esquissent aujourd'hui. Ils ont élaboré un questionnaire, reçu des réponses et préparent une activité publique pour 2016.

C'est de démocratie aussi que s'est préoccupé le **groupe de Basse Louvière**. Comment garantir des valeurs au sein d'une société sans tomber pour autant dans le totalitarisme ? L'actualité donne à y réfléchir : il n'y a qu'à observer le poids de la Troïka sur la 1^e démocratie du monde, la Grèce. Et pour alimenter ses débats, le groupe a aussi cherché l'inspiration dans « Le meilleur des mondes » d'A. Huxley. Parallèlement, la régionale a organisé une conférence publique sur l'extrême droite à **La Louvière**.

Toujours dans le Hainaut centre, le **groupe de Dour** a analysé les contradictions au cœur de l'individualisme, lui opposant le cheminement de l'éducation permanente qu'ils pratiquent de longue date. Le résultat de leur travail a été présenté lors de la **fête citoyenne de la régionale**. De son côté, le **groupe de Baudour** centre qui, comme d'autres, a été interpellé par l'attentat contre Charlie Hebdo, a noté avec attention le traitement fait par les médias de ce drame et d'autres faits d'actualité politique. Communiquer n'est pas neutre... et n'est pas donné non plus ! Celui qui peut se le payer est maître de l'info.

Des choses de la vie aux histoires digitales

Du côté de la **régionale du Luxembourg**, une nouvelle dynamique a été mise en œuvre dans le but de susciter l'envie des groupes qui travaillent sur les enjeux de l'énergie à exprimer et programmer d'autres enjeux, liés au « choses de la vie » qu'ils souhaiteraient travailler dans une trajectoire d'éducation permanente. Le résultat a dépassé les espérances, preuve d'une confiance dans le processus déjà mené avec eux. Selon les groupes, différents sujets ont émergé et, parmi eux, des questions de démocratie : comprendre le fonctionnement des institutions belges, tel était le vœu du **groupe d'Athus**, fort d'un public récemment arrivé en Belgique, ce qui permet des comparaisons enrichissantes. Tandis que le **groupe « Visa pour l'emploi » de Libramont** optait pour un questionnement de la démocratie et une approche de la géopolitique.

Enfin, du côté du **Brabant wallon**, l'accent a été mis sur les initiatives de résistance locales au modèle capitaliste qui animent le Brabant wallon et qu'il importe de mettre un peu plus en évidence. C'est l'ambition de Radioweb 27 à laquelle la régionale prend part depuis sa naissance officielle l'an passé et qui promène son micro de manif en association pour témoigner comment, dans le BW, on est

citoyen aujourd'hui. C'est aussi l'objectif du Festival du film social « Vivre debout » qui a choisi le thème « Droits dans la culture » cette année.

L'esprit de résistance, l'action citoyenne, ne tombent pas du ciel non plus. Ils commencent lorsqu'on prend conscience de ce qui nous arrive, que l'on acquiert, comme disait Zola « la science de son malheur ». « Se pencher sur un moment significatif de son histoire et le partager avec d'autres, peut marquer un pas vers une citoyenneté active ».

C'est sur cette conviction que la **régionale brabançonne** a choisi de s'inspirer de pratiques au Guatemala pour développer une méthodologie originale, les Histoires digitales. Il s'agit au fond de s'approprier les outils de communication d'aujourd'hui, accessibles via Internet, pour apprendre à faire un récit, le partager, développer l'esprit critique et l'analyse. Ou comment intégrer ces nouveaux outils dans une trajectoire d'éducation permanente, et par la même occasion, les récupérer à d'autres fins que celles d'IBM, Google and co.

L'expérience connaît un réel succès, avec une soixantaine de récits déjà réalisés dans le cadre des thématiques du Mouvement.

Abattons le mur des préjugés

« Arrivée massive des Syriens », « Crise migratoire », « Invasion de réfugiés »... ces expressions très médiatiques se conjuguent avec les réactions de plusieurs pays européens pour semer confusion et panique dans les esprits. En même temps, l'austérité qui sévit, l'emploi qui fait défaut, les logements abordables qui manquent, les CPAS qui sont débordés... Et par-dessus tout cela, une bombe a explosé à Paris, un drame inouï qui provoque non seulement la mort mais aussi une remise en question douloureuse de la liberté d'expression.

Prendre du recul face à tout cela, décanter, exprimer comment l'on se sent atteints, troublés, inquiets ; puis identifier et distinguer les différents fils : réalité des réfugiés, rôle des médias, choix et stratégies politiques, actes terroristes, géopolitique ; et puis se demander comment on veut se situer, comment on veut être solidaires. Réagir et agir. C'est tout ce parcours qui a été à l'œuvre dans les régionales du Mouvement cette année. Un travail salutaire et nécessaire, certes pas facile, que les uns et les autres ont pris par un bout ou par un autre, avec différentes méthodes et une même conviction : autochtones et nouveaux arrivés doivent apprendre à vivre ensemble et doivent pouvoir faire société ensemble... pour peu qu'on leur en donne les moyens.

Dans le **Hainaut occidental**, une collaboration existe depuis plusieurs années au sein d'une plateforme d'accueil des primo-arrivants. La régionale y est fort impliquée. Une formation est organisée pour accompagner les personnes, les aider à se situer dans le pays d'accueil, à se préparer aux auditions du CGRA ou encore rechercher un emploi. Avec la création d'un centre d'accueil à Tournai, en 2015, et voyant les réactions très mitigées de la population, les

associations et leurs militants se sont mobilisés tous azimuts. D'un côté pour accueillir le mieux possible les réfugiés ; de l'autre pour construire un dialogue avec les habitants. Trois assemblées citoyennes, rassemblant plus de 550 personnes, et une activité festive ont eu lieu, pour rationaliser, expliquer, témoigner, permettre des rencontres et marquer la solidarité qui s'organisait aussi. Indispensable aussi, la conférence des bourgmestres de Wallonie picarde a été sollicitée pour exprimer clairement son soutien et son engagement à cette solidarité.

A **Mouscron** aussi, un centre d'accueil a ouvert ses portes, non sans susciter des réactions parfois virulentes. Que faire ? D'abord participer à la création d'un mouvement de solidarité organisée : ainsi est né le Réseau Mouscron terre d'accueil, pour accueillir, animer, et dialoguer avec la population. Le groupe de l'entité a préparé avec soin deux assemblées citoyennes dont il est sorti rasséréiné : malgré des discours d'extrême droite, la solidarité s'est exprimée à voix forte aussi. Le groupe a également organisé des animations à l'intention des résidents du centre, articulant partie formative et partie festive : les jeux de société d'antan façon Mouscron, c'est une de leurs spécialités et les réfugiés doivent bien souffler un peu !

Le groupe porteur des **midi-cinés de Tournai**, quant à lui, a consacré trois séances pour aborder diverses questions liées à l'accueil des réfugiés, à l'aide de reportages comme "L'enfer c'est les centres" ou des dessins animés produits par le groupe des députés européens Ecologie les Verts : "Migrants et migrations". Et avec des invités pour éclairer le débat tels que Billy Jungling, directeur du département migrations de la Croix-Rouge.



Susciter le dialogue entre les cultures



D'autres activités publiques de sensibilisation ont eu lieu dans la plupart des régionales.

Du côté de **Verviers**, le **groupe « Sens »** a mis sur pied une conférence et invité à témoigner des personnes réfugiées, des animateurs du Centre d'Elsenborn. Le parcours de fuite et ses dangers étaient au cœur du débat. Le **groupe « Immigration »** s'est mobilisé dans le cadre de la Journée mondiale des réfugiés sur le même thème, pour des animations dans les gares et au centre-ville, suscitant un dialogue avec les citoyens. Récemment créé, le « Café du monde » du **groupe « Cultures » de Dison** s'est donné pour mission de contribuer à croiser les cultures en faisant découvrir les réalités sociales et culturelles liées aux multiples origines qui composent la population disonnaise.

C'est la même volonté qui anime depuis plusieurs années la collaboration associative aux manettes des **Rencontres citoyennes de Seraing** (Liège-Huy-Waremme) où la lutte contre les préjugés envers les réfugiés et les étrangers était au cœur du débat, entre le film « La Marche », un buffet du Monde et des chorales de chants de luttes populaires. **Liège** a également organisé un midi-cinéma citoyen plus spécifiquement axé sur l'agence Frontex de l'Union européenne. Mais le témoignage d'un participant qui a visité le camp de Calais et les questions du public ont ramené aussi le débat sur les questions phares touchant aux migrations, à l'accueil des pays européens comparé aux pays limitrophes des régions d'émigration...

A **Charleroi-Thuin**, un café citoyen avec le MOC a eu lieu avec la participation de Caroline Intrand, directrice du Ciré. L'occasion d'objectiver : il y a eu « embouteillage » plutôt que « crise » migratoire (les chiffres globalement sont en baisse en Belgique). Et de décoder les stratégies : en fermant puis en rouvrant des centres, le gouvernement fédéral a favorisé l'effolement. Soulignons aussi l'expérience originale créée en partenariat avec l'asbl Art 27. Elle mêle au sein du « **comité des spect'acteurs** » des membres de la régionale et des migrants dans un dialogue interculturel par le biais de la création de capsules vidéo. Elles ont été projetées en séance publique au Cinéma Le Parc.

Dans le Hainaut centre, le **groupe de Jemappes** est de ceux qui, consterné et déboussolé par ces deux événements rapprochés qu'étaient l'attentat contre Charlie Hebdo et l'arrivée d'une foule de réfugiés, ont voulu prendre le temps de comprendre, de faire la part des choses. A l'aide d'articles, de témoignages, en analysant le rôle des médias qui font l'événement mais pas toujours l'info, en écoutant l'une de leurs membres, réfugiée rwandaise dire son point de vue, les militants se sont construit « une autre paire de lunettes pour regarder ». Ensuite, avec le **groupe de Quaregnon**, ils ont organisé une conférence publique et invité l'abl « Vivre ensemble » pour débattre de leurs questions avec un public bien présent. Une deuxième conférence a articulé l'analyse des décisions de la Cop 21 et la question déjà sensible des réfugiés climatiques.

Ce que ne nous apprennent pas les médias

Au **Luxembourg**, une dynamique d'animation en collaboration avec le Miroir vagabond est née récemment. Comment susciter la parole, le débat entre les primo-arrivants qui viennent au Miroir pour des cours de français ? Comment travailler les stéréotypes, parler de la société - celle d'où on vient, celle où on vit ? Comment concrétiser le droit d'y prendre part ? C'est tout ce travail qui s'est réalisé pas à pas durant l'année avec ce groupe. Mais il ne fallait pas laisser le résultat entre quatre murs. Une journée publique a été organisée pour clôturer le parcours et symboliser, avec l'aide d'un artiste, l'ambition commune qui s'y est développée : « ne démocratie existe quand on écoute la voix du peuple ! ».

Les questions liées à l'arrivée des réfugiés ont encore préoccupé toute une série de groupes qui se sont efforcés de comprendre, d'analyser, de réagir. Comprendre, découvrir ou se rappeler pourquoi on quitte son pays et quelles sont aujourd'hui la réalité, la répartition, l'ampleur des migrations, le fonctionnement des centres, le parcours des réfugiés, les ressorts de la guerre en Syrie...C'est ce qu'ont fait par

exemple les **groupes de Lessines** (Hainaut occidental), de **Vielsalm** et de **Libramont** (Luxembourg), de **Flémalle** (Liège-Huy-Waremme). Prendre du recul, décanter les émotions, analyser l'emballage médiatique autour de la question, discerner le vrai du faux, distinguer terrorisme et migrants... ce fut travaillé dans les **ateliers conso d'Othée** et **Verlaine** (Liège-Huy-Waremme) ; à **Gozée** (Charleroi-Thuin), **Nivelles** (Brabant wallon) ; à **Arlon** (Luxembourg) aussi, qui a découvert la notion d'« empathie/km » : plus le drame est loin, moins on se sent solidaire.

Et puis, suivre et analyser l'évolution des dissensions au sein de l'Union européenne, les stratégies des Etats-membres, d'est en ouest, se rappeler les cadres (convention de Genève, espace Schengen...). C'est ce qu'ont fait notamment les **groupes de Dison**, des **Hougnes**, de **St Remacle** et d'**Ovifat**, à Verviers ; de **Liège centre** et du **Laveu** à Liège-Huy-Waremme ; ou encore d'**Enguien** au Hainaut occidental.

Dans l'**atelier conso de Huy** (Liège-Huy-Waremme), une question sensible est posée : ces gens seront-ils

avantagés par rapport aux autochtones (nous donc) ? Quid dans un pays où il y a pénurie d'emplois ? Il faut remettre en perspective, sans nier qu'il y a un problème avec l'emploi ! Avec le logement aussi, comme on le note à la **régionale de Bruxelles**, où l'on s'est situé par rapport au parcours d'intégration régional en gestation. Sans investissement dans une offre de logements abordables, il n'y aura pas d'accueil digne de ce nom.

Dans l'**école conso de Quaregnon** (Hainaut centre), une autre question « pratique » affleure : la banque alimentaire donne aux réfugiés des colis qu'elle refuse à d'autres. Eh oui ! Ces banques alimentaires que l'Union européenne ne voulait plus soutenir l'an passé, ce qui a fait réagir haut et fort les Verviétois. Il faut dépasser ce risque de division entre précarisés, qui sont en fait logés à la même enseigne. D'ailleurs, propose le groupe, il faudrait considérer les réfugiés comme des « sinistrés », victimes d'un conflit ou d'une sécheresse. On les verrait peut-être moins comme des « envahisseurs » !

Abattons le mur des préjugés



A la fois parce que l'accueil des réfugiés ne va pas toujours de soi et dans les suites de la campagne « Tous des glandeurs » de 2013 pour dénoncer le traitement réservé aux chômeurs, nous avons poursuivi un travail de lutte contre les préjugés et les discriminations, trop souvent amplifiés sciemment pour justifier de politiques excluantes.

Le Mouvement a mis sur pied une journée d'étude afin d'outiller les militants et d'identifier avec eux des angles d'approche pour un futur cahier d'animation (réalisé en 2016). Un temps fort de cette journée fut l'intervention de Ginette Herman (CIRTES-FOPES) venue nous aider à distinguer stéréotypes, préjugés et discriminations.

Au Brabant wallon, plus précisément à **Nivelles**, on croise des gens des quatre continents. Le Café citoyen

Rendre visibles les invisibles

Rappelons aussi l'**Ecole de la Rue à Baudour cités**, dans le Hainaut centre, qui propose depuis plusieurs années aux familles souvent fort précarisées de ce quartier, diverses animations pour favoriser la participation et la valorisation des savoirs et savoir-faire des personnes dans une perspective de citoyenneté à part entière. L'épopée du **Banc'contact** de Liège-Huy-Waremme prend fin cette année après avoir sillonné les rues d'Ans et s'être invité dans nombre d'événements publics afin de provoquer au-dehors la rencontre, le débat et l'expression d'une parole citoyenne. Le résultat de cette moisson fut présenté aux habitants à la fin du parcours.

Citons-en encore quelques-unes, plus récentes, avec leur originalité propre. Dans le Hainaut centre, **Radio Capsules** est née à la fin de 2014. Son ambition : proposer à des jeunes en décrochage de « rendre visibles les invisibles » par la réalisation de capsules son. Une action de reportage qui favorise et valorise aussi bien les savoirs (acquis ou à acquérir) des participants, souvent victimes de parcours chaotiques qui détruisent la

confiance en soi ; et les savoirs de ceux et celles auprès de qui ils recueillent l'expression.

Du côté de Namur, à **Sombreffe**, est née la dynamique « Mon quartier, j'y vis ». C'est un nouveau quartier de logements sociaux. Des habitants ont voulu mener une enquête sur les besoins, les attentes. Mission accomplie avec l'apport des EP. Maintenant que les résultats ont été présentés aux interpellés, il n'y a plus qu'à s'organiser pour trouver les réponses !

Dans le Hainaut occidental, la fête des voisins et celle des Lumières tentées avec succès l'an dernier à **Tournai** ont été reconduites, toujours avec succès. Une façon de se connaître entre voisins, de faire connaître le Mouvement et, bien sûr, de capter des attentes.

Enfin, si l'on se demande de quoi sera fait le vivre ensemble demain, la réponse est loin d'être simple mais une chose est sûre : il sera fait de numérique. Internet et les nouvelles technologies de communication modifient profondément les rapports entre humains et nous n'en prenons

sans doute pas encore toute la mesure. Conscients de cette révolution en marche, la **régionale de Charleroi-Thuin** a lancé une enquête (papier et numérique bien sûr) pour savoir comment les familles réagissent à cette intrusion dans les relations. Elle a recueilli quelque 200 réponses et a présenté les résultats lors d'une conférence où était invité Yves Collard de Média Animation. Et à **Namur**, la régionale a organisé une conférence sur les atouts et les risques d'internet, afin de pouvoir se l'approprier en connaissance de cause.

Comment articuler les NTIC avec des trajectoires d'éducation permanente ? C'est l'un des nouveaux défis qui se posent. Et qui s'expérimente ici et là dans des régionales où l'on anime un atelier d'informatique et de débat (**Hainaut occidental**) ; où l'on réalise les histoires digitales (**Brabant wallon**, et bientôt **Liège-Huy-Waremme**) ; où l'on crée des sites interactifs pour travailler avec un public des enjeux : l'énergie au **Luxembourg**, le logement à **Bruxelles**.

qui a pris place dans le cadre des « Mondes de Nivelles » avait pour thème le dialogue interculturel. Dialoguer, donc relier des récits. Les Histoires digitales sont une méthode pour créer du récit. C'était l'occasion pour le public d'en savoir plus sur cette initiative, après avoir pris part à une animation « Abattons le mur des préjugés ».

Dans les régionales, divers outils ont soutenu les animations sur les préjugés : le film « Samba » par exemple, dans les **ateliers conso de Verlaine** et de **Huy** (Liège-Huy-Waremme) ; un jeu du Centre régional d'intégration à **Tubize** et le jeu de la campagne EP/PAC dont s'est saisie la **régionale du Brabant wallon**. Les **groupes du Laveu** et de **Liège centre** ont axé leur travail sur le cadre législatif belge et se sont réappropriés les contenus de la journée d'étude. Toujours à Liège-Huy-Waremme, le **groupe l'Espace 23** s'est efforcé de déterminer, sur base des textes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la loi antiraciste de 1984, ce qui constitue la frontière pour la liberté d'expression, quand elle débouche sur l'injure, la calomnie, la discrimination...

C'était un des angles d'approche du café citoyen organisé à **Nivelles** après l'attentat contre Charlie Hebdo. Pas toujours simple de discerner comment « faire route dans la diversité, pour le meilleur et sans le pire » ! Et par exemple, si la liberté d'expression des médias est essentielle, s'il est gênant, à tout le moins, de se dire qu'une caricature publiée peut vous valoir une bombe, pourquoi accepter en revanche que ces médias usent de formules non exemptes de racisme : « Monsieur Untel, Belge d'origine X » ? La question est soulevée par le **groupe Philo et société** du Hainaut centre qui a traité des libertés cette année.

Il faut lutter contre les préjugés en se donnant les moyens d'une prise de conscience et d'un travail critique mais cela passe aussi par la capacité à mettre en œuvre des dynamiques qui favorisent le vivre ensemble, le concrétisent tout simplement. Dans les régionales, on l'a vu, fleurissent des cinés de quartier, des « cafés citoyens », divers espaces et activités qui suscitent la rencontre et l'ouverture aux réalités de vie diverses.

Politique d'emploi

La centrifugeuse de l'exclusion

Les mesures de réforme du chômage occupent les esprits depuis qu'elles se concoctent au niveau fédéral et elles ont encore donné lieu à des initiatives spécifiques. Ne serait-ce que parce que la législation en vigueur depuis lors est d'une complexité qui mérite à elle seule une dénonciation vigoureuse.

C'est ce qu'ont appréhendé par exemple les **ateliers et école conso de La Louvière et Quaregnon**, dans le Hainaut centre. Ils ont fait appel à un syndicaliste ferré dans la matière pour la débroussailler. Mais derrière la complexité, personne n'est dupe : il s'agit d'une attaque en règles contre les droits des travailleurs et la protection sociale. Même constat à Liège-Huy-Waremme, par exemple dans le **groupe de Flémalle**, par ailleurs interpellé par la publication d'une étude sur les traits de personnalité des demandeurs d'emploi : excellent moyen de culpabiliser et faire taire ceux et celles que l'on menace en même temps de priver de revenus de remplacement !

La **régionale de Verviers** a fait de la réforme du chômage un fil conducteur de son travail depuis l'année passée. Une soirée publique a été organisée pour comprendre les ressorts de la réforme et entendre l'analyse d'un accompagnateur de personnes en recherche d'emploi. A la **Maison des Jeunes**, où les EP organisent des débats, des jeunes, très choqués, expliquent qu'ils ont dû se résoudre à retourner chez leurs parents, ou n'osent pas prendre leur autonomie. Ils racontent aussi la galère de l'intérim.

Dans le **groupe d'Andrimont**, plusieurs membres craignent de ne plus pouvoir répondre aux conditions exigées et d'être exclus. Sauf accroître la pauvreté, qu'est-ce que cela apportera ? demandent-ils. Probablement pas grand-chose sur le plan budgétaire répond le **groupe de Dison**, puisqu'on assiste plutôt à un transfert, surtout vers les CPAS, et que le RIS est financé en grande partie sur le budget fédéral. A **Ovifat**, on a cherché l'info : depuis janvier, il y a 10.000 exclus recensés, surtout à **Liège** et dans le **Hainaut**. Principalement des jeunes et des cohabitants.

Quelques mois plus tard, le **groupe de Liège centre** tombera sur le chiffre de 50.000 exclus. L'article indique aussi que les CPAS sont aux abois. Le groupe prend contact avec une assistante sociale du CPAS, qui témoigne du contrôle social accru et du refus quasi systématique d'aides sociales qui rendent la pression insupportable tant pour les usagers que pour les travailleurs sociaux. Et pourtant tout le monde ne passe pas du régime de chômage au CPAS. Beaucoup disparaissent des statistiques, préférant la débrouille à la contrôlite, découragés.

S'activer, jusqu'où ?!

Quand une ministre peut se permettre de dire dans la presse « il y a du travail pour tout le monde, les jeunes, les vieux, les inadaptés sociaux » avec ce délicat choix des mots qui, à l'époque, n'appartenait qu'à elle (il s'agit de Monica De Coninck, qui fut ministre de l'emploi - d'autres l'ont surpassée depuis), il faut répondre ! « Plan Joker » était une réponse. Les Liégeois du **groupe l'Espace 23** (Liège-Huy-Waremme) sont allés voir cette pièce où quatre candidats pour l'activation à l'emploi vont entrer dans l'arène.

A Namur, le **groupe les Copeaux d'Abord** avait répondu aussi. « L'impossible dressage des ramiers », pièce qu'ils ont créée en 2013-2014, a encore connu quelques belles évolutions au fil de représentations qui suscitent toujours le débat. Entre ceux/celles qui sont passés par là et se retrouvent dans un personnage et ceux/celles qui organisent des parcours de formation, souvent avec conviction, il y a un espace pour se demander s'il faut (se) laisser activer à n'importe quel prix.

La réforme voulue par le gouvernement fédéral ne se limite évidemment pas au chômage. Les pensions sont en point de mire. Dans le Hainaut occidental, les **groupes d'Enghien et de Lessines** ont invité le secrétaire politique d'Eneo, le Mouvement des aînés des mutualités chrétiennes pour une conférence publique sur l'avenir des pensions. Philippe Andrienne a fait le point sur les mesures engagées, en cours et à venir. L'occasion de débattre aussi des différents régimes et des inégalités sociales et de genre qui caractérisent les pensions belges. Ces comparaisons ont également occupé le groupe des aînés de **St Remacle** (Verviers) qui a fait le point aussi sur les conditions d'octroi de la GRAPA.

Le fait est que nos pensions figurent parmi les plus basses en Europe ; en partie parce que basées sur une carrière de 45 ans ; en partie parce qu'il n'y a qu'une adaptation très partielle au bien-être, tandis que les besoins augmentent. C'est ce qu'analyse le **groupe du Laveu** (Liège-Huy-Waremme) où chacun-e a fait ses comptes. Avec la même somme, il faut tout de même bien songer à s'équiper en informatique, histoire de garder le contact avec les générations plus jeunes et avec le monde ! Quant à épargner, pour la maison de repos entre autres, cela devient une vraie angoisse dont témoigne le **groupe d'Athus** (Luxembourg). Il a réalisé un questionnaire à destination des résidents et prend conscience que la question est délicate car beaucoup se culpabilisent vis-à-vis de leurs enfants.

« Il nous reste encore beaucoup à gagner ! »

Plus largement, c'est tout le modèle social et le dispositif de la Sécurité sociale qui est menacé d'affaiblissement. Pas étonnant que le concept d'allocation universelle connaisse un regain de succès. Nous en avons pris conscience au cours des débats qui ont parsemé la campagne 2013 « Tous des glandeurs !? ». Il fallait interroger ce concept. Ce qui fut fait, à l'aide d'une publication et au cours d'un colloque « L'allocation universelle, plus de liberté... moins de solidarité ? ». Le débat n'est pas fini, mais une urgence en émerge : la Sécu doit redevenir une utopie porteuse d'horizons, à partir de laquelle réaliser un progrès pour tous.

Dans les régionales, depuis 2012, des dynamiques sont à l'œuvre pour retracer avec différents publics l'histoire, le rôle, le fonctionnement et la philosophie du système, sachant qu'il faut se mobiliser pour la défendre. De telles animations ont encore eu lieu dans le Hainaut occidental, par

exemple à **Tournai** au cours d'un temps de formation « matin halte », avec le concours d'un juriste de la CSC spécialiste de la Sécu, Paul Palsterman. Et à **Lessines**, où le groupe a organisé une assemblée citoyenne axée sur les solidarités d'ici et d'ailleurs, avec un quizz sur la Sécu.

Du côté du Luxembourg, ce sont les groupes nés de la collaboration avec l'asbl **La Trêve**, à **Vielsalm** et à **Bastogne** qui se sont plongés dans les rouages de la Sécu, avec notamment un jeu réalisé par les mutualités socialistes. Quant à l'**atelier conso d'Othée**, il a pris son courage à deux mains pour s'approprier le « puzzle » de la Sécu et le transfert de certaines compétences aux Régions. Pour compléter la formation, encore du théâtre : « Quelle qu'en soit l'issue » raconte la sécu depuis les caisses d'entraide ouvrières jusqu'au questionnement sur son avenir.

Tandis que l'activation se durcit, la

robotisation avance. Terrible paradoxe : à l'heure ou la réduction collective du temps de travail, qui pourrait prendre différentes formes, s'impose au bon sens comme une solution pour appréhender le phénomène, libérer du temps et partager le travail, on préfère personnaliser voire nier le problème. Au **midi-ciné de Tournai**, pourtant, on s'est intéressé aux secteurs d'activité dans lesquels cette robotisation s'intensifie, notamment dans le secteur agro-alimentaire.

Ce qui n'empêche pas que les travailleurs y soient exploités, particulièrement les migrants. Au **midi-ciné citoyen** organisé par la **régionale de Liège-Huy-Waremme**, un documentaire explicite a été diffusé « El Ejido, la loi du profit ». Et dans le public, un Limbourgeois a témoigné du travail saisonnier en Belgique. Au fil du débat, notons que le TTIP est revenu s'inviter, comme enjeu de mobilisation. Trop mal connu encore dans le grand public, ce qui a décidé la régionale à y consacrer un prochain midi-ciné.

Le droit de grève est légitime !

Penser la réduction du temps de travail implique une vision de moyen et long terme et ce n'est pas ce qui domine dans l'économie mondialisée et financiarisée. La recherche du profit immédiat engendre l'insécurité des conditions de travail. C'était le thème de la pièce créée par le **groupe théâtre du Hainaut centre** il y a quelques années « Il nous reste encore beaucoup à gagner » et que le **groupe de Comines** a fait venir au Centre culturel.

Comment se préparer à aborder le monde du travail ? Dans le **Hainaut centre**, le Ciep anime une formation joliment intitulée « Graines de vie ». Les EP y animent un module citoyenneté. Et la citoyenneté a un lien évident avec le travail. Le sociologue et artiste Franck Lepage rappelait dans une conférence gesticulée (que beaucoup ont vue dans le mouvement) qu'il faut se demander si le défaut de lien social (qui donne corps à la citoyenneté) tient plus à quelques jeunes qui griffent des voitures qu'à des industries qui désertent une région pour voir ailleurs si les travailleurs peuvent y être mieux exploités. Comprendre qui sont les acteurs dans le monde du travail, quel rôle joue le syndicat, comment sont fixés les salaires... c'est aussi se donner les moyens de mieux défendre ses droits.

Au **Brabant wallon**, dans l'**atelier de Louvain-la-Neuve** qui rassemble des apprenants en OISP, l'approche s'est faite à partir des représentations que l'on se fait de « l'esprit d'entreprise » : quelles valeurs se cachent derrière cette notion ?

Et si on les compare avec le vécu professionnel, par exemple des parents (leurs horaires, leur salaire...), qu'est-ce que ça donne comme paradoxes ? Et si on va voir comment ça se passe chez Colruyt ? Et puis comment cela s'organise dans une asbl d'alimentation bio ? Une bonne manière de confronter les mots aux réalités.

Et puisqu'on parle de mots et de concepts, terminons ce tour par celui de « droit de travailler » qui fut opposé dès les mobilisations d'automne 2014 au droit de grève, à coups d'articles de presse, de pétitions et autres pages Facebook. S'il y a bien un droit que les syndicats défendent, c'est le droit au travail ! Mais tel n'était pas le sens du concept bien entendu. Toujours est-il que le droit de grève a encore fait l'objet cette année de quelques mises au point dans le Mouvement suite aux multiples attaques des partisans du « droit de travailler ».

Un dossier de Contrastes est sorti en janvier, suivi d'un midi-débat à Bruxelles. Les **groupes l'Espace 23** et de **Flémalle** (Liège-Huy-Waremme), le **groupe de Jolimont** (Hainaut centre) ont utilisé le dossier et ont dénoncé les attaques. A **Tournai** (Hainaut occidental), un midi-ciné a été consacré au sens de la grève (film du Cepag : « Grève générale ») et à ce qu'elle a permis de conquérir ; et un autre à l'un des droits ainsi conquis : les congés payés. Et **Libramont** (Luxembourg) a choisi d'organiser une séance publique avec le film « Daens ».

Inégalités sociales en croissance constante

La crise du logement s'ajoutant aux logiques d'appauvrissement, l'enjeu du droit à un logement décent reste plus que jamais une priorité du travail du Mouvement. Plusieurs régionales ont un cahier des charges gros comme un bottin avec tout ce qui leur revient du terrain. Et elles se sont investies dans des plateformes associatives pour consolider une expertise et amplifier la voix des mal logés en direction des acteurs publics et du monde politique.



Mobilisation contre l'exclusion de milliers de chômeurs (Verviers)

Naissance d'une plateforme régionale wallonne

En 2014, il s'agissait de s'impliquer dans les campagnes électorales dans les régions pour faire valoir nos revendications. En 2015, il s'agit de tirer parti des ouvertures présentes dans les déclarations de politique régionale wallonne et bruxelloise et du transfert de la législation sur le bail d'habitation.

Dans cette perspective, le Mouvement a publié un **dossier de Contrastes** sur la question de la régionalisation du bail d'habitation privée, soulignant les enjeux qu'il lui paraît essentiel de saisir, dans l'intérêt des populations wallonne et bruxelloise, en particulier les locataires, grands oubliés des politiques du logement.

Le MOC est un relais important pour faire avancer nos revendications et les EP y assurent la présidence de la Commission logement. La semaine sociale Wallonie-Bruxelles du MOC était consacrée cette année à l'enjeu d'une protection sociale mondiale décente. C'était aussi l'occasion pour les EP de rappeler que le droit au logement décent est un besoin de première nécessité, hélas confié essentiellement au marché, alors que des pistes plus

solidaires peuvent être explorées. Comme peut l'illustrer l'exemple d'une mutualisation des garanties locatives au sein d'un fonds centralisé, géré paritairement.

Le travail réalisé depuis 2009, à divers endroits du Mouvement, sur la promotion et les modalités d'un encadrement des loyers a débouché aussi en 2015 sur une audition des EP auprès de la Commission parlementaire wallonne « Logement, énergie et pouvoirs publics », dans le cadre d'une proposition de résolution déposée par quatre parlementaires socialistes.

Nous nous sommes aussi activement impliqués dans la mise sur pied d'une plateforme régionale, le **Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat** (RWDH), une réalisation qui nous tenait à cœur depuis plusieurs années. Le RWDH, fort de 22 organisations et fédérations d'associations, a officiellement pris place dans l'espace public au mois de juin, avec déjà à son actif un cahier de revendications concerté, des priorités, une charte et un mode de fonctionnement à plusieurs échelons.

Agrandir le parc public est vital

En Wallonie, le logement est un fil rouge pour plusieurs régionales. Au **Brabant wallon**, la régionale est active au sein du RBDL – Rassemblement brabançon pour le droit au logement, et s’est dotée d’un **groupe logement** spécifique depuis 2011. Celui-ci s’était investi durant les Assises du logement et dans un travail assidu d’analyse des plans d’ancrage communal, outil pour le développement du parc public. Il a poursuivi sur ce thème car l’offre de logement social reste cruellement faible sur le territoire brabançon où seules trois communes sur 27 ont plus de 10% de logements sociaux. Quels leviers actionner ? Le groupe a prospecté, s’intéressant par exemple au concept de CLT (community land trust) dévolu à un public en droit d’accéder au logement social. Autre axe de travail : l’animation d’ateliers d’échanges avec un public de locataires sur l’appropriation de son habitat social et l’analyse critique du fonctionnement des CCLP (comités consultatifs de locataires et de propriétaires) qui fut mis au centre d’un débat public.

A Charleroi-Thuin, la plateforme **Carologement** s’active autour de trois priorités qu’elle ne lâche pas depuis 2012 : améliorer l’offre de logements sociaux ; lutter contre l’occupation et contre les expulsions sans relogement. Elle a notamment poursuivi son état des lieux quantitatif et qualitatif ; réagi à la démolition d’un immeuble social en menant une action publique « Avis de décès » et rencontré le prési-

dent de la Sambrienne, société où le service technique est quasi injoignable et où le mépris vis-à-vis des locataires ne laisse pas indifférent.

Le Hainaut occidental compte trois collectifs d’action pour le Droit au logement. Le **DAL de Tournai**, le **DAL de Mouscron** et le **CLAC d’Ath** (Collectif logement Ath citoyen). Ces trois lieux de veille politique du logement avaient marqué la campagne électorale de 2014 en s’unissant autour de trois priorités : davantage de logements publics ; un encadrement des loyers privés ; lutter contre les discriminations. Ils ont poursuivi un travail commun, notamment par l’analyse conjointe de la déclaration de politique régionale wallonne en prélude à un débat public avec le ministre (qui s’est tenu en janvier 2016).

Le **CLAC** d’Ath avait entamé en 2014 une collaboration avec le Centre culturel pour créer une pièce de théâtre, finalisée cette année. « La Tuile » a été jouée devant un public d’habitants, d’acteurs du monde associatif et politique. Le débat plutôt conflictuel a porté sur les rapports entre public précarisé et responsables de logements sociaux, ainsi que sur les prix des logements. Dans le **DAL** de Mouscron un travail spécifique s’est poursuivi sur la promotion d’un encadrement des loyers dans la région. Le DAL réclame aussi une commission consultative logement.

« Questions pour un champion... du logement »

Quant au **DAL** de Tournai, il a développé ses activités sur trois axes : le service de proximité pour les citoyens (permanence, ateliers de recherche collective de logement, formation sur les droits et devoirs locatifs) ; le plaidoyer politique (en particulier à propos du réaménagement d’un quartier ancien) ; et la prospective : le collectif a en effet lancé une réflexion sur des projets novateurs comme le CLT, qui a donné lieu à un débat public.

Toujours en Hainaut occidental, le **groupe d’Enghien** s’est lui aussi penché sur les projets de réforme du ministre du logement en particulier la révision des modalités d’attribution de logements sociaux qui lui font craindre une fermeture aux plus précarisés. Et il s’est aussi attelé au plan « Habitat permanent » qui, curieusement n’est pas compris dans la politique du logement mais dans celle des affaires sociales. Enfin la **Commission pauvreté Tournai** a poursuivi sur la lancée d’une initiative spécifique qui concerne les jeunes en milieu

d’hébergement, mais qui se trouvent démunis lorsqu’ils doivent partir, une fois devenus majeurs. Il faut innover pour les soutenir, et de nombreux acteurs du logement sont sollicités par la commission. Parmi les pistes : développer le bail glissant. Ces jeunes ont besoin d’accompagnement. Une rencontre avec les référents sociaux (logement social) s’est avérée très éclairante.

Au Hainaut centre, la question des AIS a beaucoup été débattue au sein du **groupe de Jolimont**, et ce au départ de l’expérience d’un membre qui s’est aperçu qu’on n’y est pas toujours beaucoup mieux accueilli qu’ailleurs. Le manque de financements pour le parc public pousse les gestionnaires à chercher l’équilibre en s’ouvrant aux revenus moyens. Concernant le secteur locatif privé, le groupe a également mené sa petite enquête et constate que l’enregistrement des baux reste en partie théorique. Ils ont relayé leurs observations et demandes auprès de la

régionale, de sorte qu’un axe de travail sur le logement se prépare pour 2016.

A Liège-Huy-Waremme, le **groupe de Liège-centre** s’est saisi du dossier de Contrastes sur la régionalisation du bail d’habitation pour se l’approprier et a listé ses propres constats pour la Ville : ils portent, entre autres, sur l’état vétuste des logements et l’observation que le certificat de performance énergétique (PEB) obligatoire en cas de location ou vente d’un logement est en fait peu ou alors mal utilisé.

Allons du côté de Namur où deux groupes se montrent aussi très actifs sur les constats de terrain en matière d’accès au logement. Ce sont les groupes **ALF-Action logement Florennes** et **CLAP-Citoyenneté et logement en action à Philippeville**. Ces deux groupes nés il y a trois ans ont développé une expertise remarquable des réalités d’habitat dans leur entité respective et chacun a créé un espace « Bien-être dans mon logement » qui

leur donne l'occasion de contacts réguliers avec la population en abordant avec les ménages qui y viennent toutes sortes de questions du quotidien en lien avec l'habitat. Au fur et à mesure, ils élaborent des fiches d'information sur les droits (cette année : rôle du guichet de l'énergie ; droits des familles nombreuses...), organisent des ateliers thématiques (cette année : jeu de rôle du candidat locataire ; listing des offres...) et affinent leurs revendications.

Un travail spécifique a été mené également sur la problématique de la garantie locative, lorsqu'ils se sont aperçus que, dans leur entité comme ailleurs, les banques ne respectent pas leur obligation de permettre la constitution progressive de celle-ci. Ils ont vérifié en faisant du testing dans quelques établissements et débattu avec Nicolas Bernard, professeur de droit et spécialiste du logement. Conclusion : ou bien le fonds centralisé régional annoncé se concrétise sans tarder ou bien ils trouveront un moyen de mettre les banques au pied du mur ! On leur fait confiance.

En attendant, avec la régionale, ils se sont investis dans l'événement Défis logement, fruit d'une collaboration avec les PCS de trois entités. La partie colloque a donné au Mouvement l'occasion d'expliquer ses priorités et de promouvoir un encadrement des loyers, tandis que le Salon proposait des stands dont celui d'ALF et CLAP qui ont fait jouer le public au jeu « Questions pour un champion... du logement ».



Théâtre-action "Les domaines en folie" au Salon "Défis logement"

600 euros pour ça ?!

En **Région bruxelloise**, depuis 2014, il existe également une **plateforme logement** qui réunit le syndicat des locataires, le RBDH, Inter-Environnement Bxl, les Equipes Populaires, la CSC, la FGTB et son association Habiter Bruxelles. La régionale y relaie son travail et participe activement au plaidoyer politique qui s'y développe. Et plusieurs militants assistent aussi assidûment aux travaux de la Commission parlementaire logement, ce qui leur permet de suivre l'évolution des débats et d'acquérir une véritable formation politique, qui les réconcilie quelque peu avec cet univers souvent décrié.

Les **groupes de Schaerbeek, Jette et Anderlecht** ont poursuivi leur mobilisation tous azimuts pour porter les objectifs d'un encadrement des loyers. Notamment lors des moments des **Pauses-café** qui se tiennent dans ces communes, à l'intention des personnes sans emploi lors de la remise des cartes de pointage à la CSC. C'est un espace-temps d'accueil et de débat où les problèmes de logements s'expriment à foison et l'on distribue et fait remplir les questionnaires d'enquête. Ceux-ci permettent de comparer le montant de son loyer avec la grille élaborée durant le gouvernement Picqué. Les réponses

sont introduites sur le site logementsabusifs.be qui commence à dresser une cartographie assez fine des logements selon le caractère raisonnable ou non du loyer et en fonction du caractère indécent, modeste, ou confortable du logement.

Avec les remarques apportées par les militants qui l'utilisent, la régionale l'a affiné au fil du temps et sa version actuelle a été publiée dans le « Manuel du gréviste ». On y trouve aussi le résultat de la recherche juridique qui a été menée pour déterminer l'argumentaire adéquat en perspective d'une action de grève des loyers.

Enquêter sur les inégalités sociales

Que se passera-t-il pour les dizaines de milliers de personnes qui se verront privées d'allocations de chômage au 1^{er} janvier 2015 ? Comment se débrouilleront-elles pour survivre ? Cette question se posait partout dans le Mouvement en 2014. On imaginait bien en partie les réponses : glissement de l'assurance vers l'assistance sociale, débordement croissant des CPAS, disparition de nombre d'exclus des dispositifs d'aide.

Quel est par ailleurs le sentiment de la population par rapport aux inégalités sociales ? La **régionale du Hainaut occidental** a décidé de mener l'enquête en Wallonie picarde. Un groupe porteur a créé et testé un questionnaire. Quelque 600 exemplaires ont été envoyés ou distribués dans le cadre d'animations sur des marchés à **Tournai, Ath** ou encore à **Comines et Lessines...** Plus de 300 réponses « utiles » ont pu être dépouillées et les résultats présentés lors d'une assemblée citoyenne ; puis au cours d'une conférence de presse ; et encore auprès du PS tournaisien et d'une délégation de DEFI (ex-FDF). Trois éléments à soulever ici : 82% pensent que la société est très inégalitaire ; 80% n'ont pas confiance en l'action politique pour y remédier. Et... le logement est l'un des domaines principaux d'inégalités sociales.

Il était donc d'autant plus important de prendre part, cette année aussi, aux événements et à la manifestation organisée par le RWLP à Namur, dans le cadre de la journée de lutte contre la pauvreté. Et ce pour la deuxième fois en collaboration avec les syndicats. Cette alliance est fondamentale. Elle signifie publiquement que la pauvreté n'est pas le résultat de la malchance ou de la seule responsabilité indi-

viduelle mais le résultat de décisions qui organisent l'appauvrissement et creusent les inégalités.

Le **Collectif de lutte contre la pauvreté du Hainaut occidental** a organisé de son côté deux animations de sensibilisation dans ce même cadre. On a pu y mesurer le ras-le-bol qui se fait sentir à propos des politiques libérales actuelles. Toujours dans cette régionale, le **groupe de Mouscron** a mis sur pied une conférence publique et a diffusé le film « Se battre » : parmi les associations présentes, toutes pointent la dégressivité des allocations de chômage comme la plus inacceptable et la plus absurde.

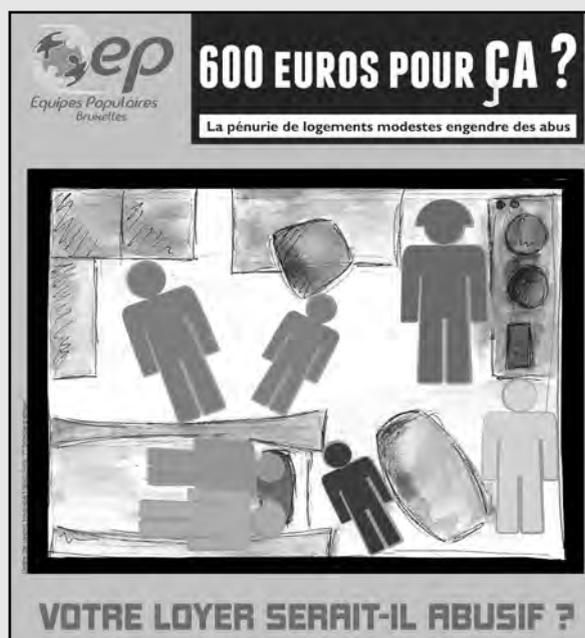
Et la pauvreté augmente, devient de plus en plus visible, perceptible, proche : on en témoigne à **Mouscron**, ou à **Comines** où l'on a rencontré le CPAS ; à **Mangombroux** (Verviers), où une action de sensibilisation a aussi eu lieu. Ou bien encore à **Liège-Huy-Waremme**, où un **midi-ciné citoyen** a diffusé « Salauds de pauvres » ; ou encore à **Frameries**, dans le Hainaut centre... Dans cette régionale hennuyère, la plupart des groupes se trouvent aux prises avec les questions d'austérité, de dette publique, d'exclusion. Aussi a-t-il été décidé de se lancer dans un parcours d'apprentissage économique plus systématique. En se servant de la mallette pédagogique créée par Vie Féminine et qui comprend toute une série d'outils aux méthodes très variées pour aborder, avec des publics variés, ce que recouvrent ces notions, en quoi elles nous concernent et nous impactent, mais aussi par quels moyens réagir et agir. Plusieurs militants ont participé à la formation organisée par le Ciep, la CSC et VF. De sorte que ces outils pourront être exploités au long de l'année 2016.

L'élément central retenu repose sur la Déclaration des droits de l'homme qui stipule que le droit au logement implique une obligation non seulement verticale (de l'Etat envers ses administrés) mais aussi horizontale (entre les parties au bail). Autrement dit, **les bailleurs doivent proposer des loyers raisonnables.**

Pour renforcer son travail d'investigation sur les effets et les possibilités d'un encadrement des loyers régional, le groupe de pilotage des **Form'actions** a organisé trois rencontres axées sur la comparaison des grilles utilisées déjà dans le secteur

des AIS, par le Fonds du logement, par la Régie foncière, etc.

Et vers la fin de l'année, un premier gréviste est entré en action, soutenu par les équipes, qui organisent des caisses de soutien, et par la régionale pour les étapes de l'action : rencontrer le bailleur, exposer le problème, chercher une conciliation. Car la grève ne se fait pas dans n'importe quelle condition. Mais quand aucune négociation n'est possible, en matière d'emploi comme en matière de logement, elle est légitime !



« There are many alternatives »

Dans les suites de la crise financière, on avait pris conscience d'un entrecroisement de crises aux sources duquel se trouve le système économique même qui régit nos existences. Beaucoup de groupes ont alors commencé à analyser les tenants et aboutissants du modèle capitaliste, par différentes portes d'entrée.

A Charleroi-Thuin, le **groupe de Wanfercée-Baulet** a ainsi poursuivi un travail d'analyse méthodique entamé en 2013-2014, en s'intéressant cette année aux multiples formes de pouvoir que permet l'argent et aux étroites relations qu'entretiennent patronat, politique et presse. Ils ont notamment visionné « Les nouveaux chiens de garde ». Rien d'étonnant à ce que le néolibéralisme parvienne si bien à convaincre les esprits. Le développement de l'économie collaborative et le phénomène UBER, qui court-circuite allègrement les cadres législatifs, ont également fait partie de son programme.

C'était aussi au programme de la conférence publique du **Forum social de Herve** sur les impasses du capitalisme et ses alternatives. Le spectre de l'économie collaborative est large au point qu'on y retrouve en théorie les deux : depuis les potagers collectifs bénévoles jusqu'à ces sites où l'on peut mettre aux enchères le travail et s'offrir, par exemple, une traduction de texte spécialisé pour trois fois rien (ou un transport, ou un hébergement...) et donner ensuite une cote de satisfaction. En passant par les prometteuses plateformes de partage de logiciels libres. Comment réagir à l'ubérisation de l'économie ? C'est un débat qui va certainement s'amplifier. Les uns plaident pour que soit mis fin à ces activités. Les autres pour qu'on impose un cadre adapté à cette nouvelle expansion de l'économie néolibérale.



Tour à vélo des piquets de grève, organisé par "Hart boven hard" et "Tout autre chose" lors de la grève nationale du 15 décembre 2015 à Bruxelles. © Jan Busselen

Pas simple, notamment parce que, comme l'observe le **groupe Philo et Société** (Hainaut centre), le capitalisme a une dimension supranationale que les Etats, comme les mouvements sociaux dont les structures sont centenaires, peinent à intégrer. Sans parler du contrôle sur Internet ! Cela n'empêche pas, note-t-il encore, que de nouveaux rapports de force sont en gestation et représentent une opportunité à saisir.

La critique du capitalisme peut se faire en analysant les inégalités sociales non comme une fatalité mais comme le résultat d'une orientation politique portant des valeurs, ce qu'a fait par exemple le **groupe Réco**, toujours au Hainaut centre. Derrière la théorie du ruissellement des richesses qui a fait long feu, il y a la réalité : celle d'une course au profit qui mise à fond sur l'exclusion pour maintenir son train. Cela dit, il y a de moins en moins de monde en tête du train. On s'en aperçoit aussi en prenant comme porte d'entrée la critique de la société de production et de consommation de masse. Tournai (Hainaut occidental) y a consacré un de ses temps de formation « **les matins haltes** » : les multinationales, qui programment la durée de vie des produits pour faire tourner la machine économique, forment un groupe toujours plus restreint.

Suzan George (ATTAC France) en dénombre une petite quarantaine, pas plus, qui comptent dans les décisions majeures. Seulement, elles tiennent les politiques à la gorge. Et leurs impératifs viennent bousculer et mettre à terre les aspirations des peuples. Qu'il s'agisse du printemps arabe, comme l'analyse le **groupe d'Andrimont** (Verviers) qui s'intéresse à la guerre en Syrie ; ou de la reconstruction en Haïti, avec qui le **groupe de Comines** (Hainaut occidental) poursuit ses relations de solidarité. La même logique d'accaparement des ressources et d'écrasement du peuple est à l'œuvre dans le conflit israélo-palestinien, auquel le **midi-ciné de Tournai** a consacré une séance-débat, avec le reportage de Notélé « Roxor ».

L'Europe des ajustements budgétaires

Et elle est aussi à l'œuvre, bien sûr, en Union européenne, où l'on a choisi la voie suicidaire de l'austérité pour résoudre la dette des Etats saignés à blanc par le sauvetage des banques privées. Les **groupes de Flémalle** et du **Laveu** (Liège-Huy-Waremme) se sont penchés sur le cas de la Grèce, pays emblématique d'une « mise au pas » qui bâillonne la démocratie. Qui sont les acteurs de cette catastrophe économique, sociale et politique ? Quels ont été les impacts du passage à l'euro ? De l'intrusion de la troïka (BCE, FMI, CE) ? Le **groupe de Dison** (Verviers) s'y est intéressé aussi et a poursuivi avec l'analyse de la situation au Portugal, thème de son débat public au Centre culturel de l'entité.

Et en Belgique, on se sent un peu comme les derniers passagers accrochés au bastingage d'un paquebot en train de couler, qui voient fondre sur eux la grosse vague. Loin devant, dans les petits canots dorés, il y a ceux que l'on retrouvera dans quelques mois « au Panama, pépères » (dixit Bruno Coppens). Ceux que les actes et les discours du gouvernement Michel n'atteignent pas. Ici, dans les groupes locaux, par exemple à **Pâturages** (Hainaut centre), on la voit bien arriver sur nous, la vague, et on se sent très très proches des Grecs !

Tant qu'à faire, autant apprendre à nager : le groupe a donc entamé à son tour un parcours « d'alphabétisation économique », en partant de l'analyse de la dette publique. Voir, juger, et agir : ils ont ensuite réalisé un quizz en vue de l'assemblée citoyenne organisée par la **régionale du Hainaut centre**. Cette assemblée avait pour thème « Comment va la Belgique ? ». Inutile de dire que les réponses concoctées par les groupes qui ont préparé les animations étaient mitigées. Ont été aussi abordés : l'énergie libéralisée, la protection sociale attaquée ; l'individualisme triomphant. En clôture, la pièce créée par le **groupe théâtre** intitulée « **TEOUTEKITEKOI** », un regard grinçant sur la révolution des rapports par les technologies de la communication.

A **Tournai** (Hainaut occidental), l'austérité à la belge était aussi au programme de son dernier temps de formation de l'année ; ainsi qu'au cœur de la conférence publique qu'il a organisée, histoire de démontrer méthodiquement avec le public la propagande gouvernementale selon laquelle les travailleurs allaient, grâce à ses mesures, se retrouver avec « 100 € en plus de salaire poche ».

Les mots menteurs

Etrange comme l'on forge des mythes sur les époques « d'avant ». A bien y regarder, même au cœur des Trente Glorieuses, lorsqu'on avait réussi à préserver de la logique marchande le travail, la protection sociale et les activités de service public, le quotidien n'était pas si rose. Et les « golden sixties » pas si golden, ajoute le **groupe de St Remacle** (Verviers) qui a repassé cette époque au crible : déclin de l'industrie textile verviétoise ; folie des prêts immobiliers « bon marché » qui ont boosté le rêve de la villa 4 façades, alors même que les dévaluations monétaires se succédaient.

C'est le pouvoir des mots. Et les mots, comme le reste, sont l'enjeu d'un rapport de force dans une société. Qui peut imposer les mots avec lesquels on pense le monde, fait la pluie et le beau temps, quelle que soit la météo. Lutter contre les présupposés du néolibéralisme qui veut que l'on se passe de l'Etat en tant qu'acteur économique et des intermédiaires sociaux pour négocier collectivement, implique aussi, peut-être même d'abord, de mener une bataille culturelle. Le Mouvement a pour ambition d'y contribuer avec une cam-

pagne intitulée « Démasquons les mots qui mentent ».

Lancée à l'automne 2015, cette campagne se poursuivra l'année suivante, mais des groupes s'en sont déjà emparés : à **Comines** (Hainaut occidental), par exemple, on a pris un temps pour réfléchir au pouvoir des mots dans les relations et s'approprier les enjeux de la campagne et son outil phare : « le dico menteur ». Ce petit ouvrage recense une série de mots et leur attribue une définition néolibérale, une progressiste et une décalée. Du côté de Charleroi-Thuin, où se manifestait déjà l'intérêt pour les ateliers de déconstruction de la « novlangue » des JOC, un atelier similaire a débuté à **Châtelet**. A **Gozée**, le « dico menteur » a servi de support d'animation pour débattre des définitions des mots. A **Momignies**, on est parti d'un quizz pour retrouver les mots d'après leur définition. « Management » a retenu l'attention : c'est que des militants se souviennent bien du management qui a sévi à la verrerie du coin. La bonne définition du mot, disent-ils c'est : stratégies tous azimuts pour diviser les travailleurs !

Le **groupe Philo et société** (Hainaut centre) a mis au point une animation

de décodage de la novlangue dans des articles, par exemple. Il l'a testée avec succès en introduction d'une conférence publique et prépare aussi un Bingo des mots.

A **Mouscron**, le groupe a aussi choisi de débusquer la langue de bois dans la presse. Qui en dispense à foison sur tous les sujets et on repère facilement chez qui elle est allée les chercher. Par exemple, elle ne dit pas « bombardements » mais « frappes chirurgicales » et préfère évidemment « inégalités de revenus » à « lutte des classes ».

Enfin, le **groupe carolo Braiiocepoc** compte parmi ses activités la réalisation de contes progressistes et en a achevé deux cette année. Cette fois, ce sont d'autres mots que ceux de la langue de bois qui sont choisis pour raconter ce que sont vraiment le système capitaliste et sa stratégie d'acaparement. Et comme un vrai conte, ils sont magnifiquement illustrés. Mais ce sont des contes d'aujourd'hui, et ils sont nourris de valeurs et d'aspirations progressistes. On n'y verra pas de « roi tout-puissant et aimé de tous », ni de « ravissante demoiselle en détresse ». Il y a des ogres, en revanche !

Tax shift : et d'abord, pourquoi c'est en anglais ?

Tant que nous sommes dans les mots de la novlangue, pointons le « tax shift ». Utiliser un anglicisme sert souvent à servir une soupe frelatée dans une casserole reluisante. Ça vous a tout de suite un petit air moderne ! Et ça veut dire quoi exactement ? On a de ces mauvais esprits, dans les groupes locaux, qui ne veulent pas s'en laisser compter et soulèvent le couvercle pour vérifier ce qu'on leur sert. Ainsi le **groupe de Liège centre** (Liège-Huy-Waremme), qui demande d'un air faussement naïf « c'est parce qu'on n'a pas le droit de comprendre que c'est en anglais ? ». Et se précipite sur un article syndical pour comprendre quand même. Au Hainaut occidental, **Comines** se dit que c'est le moment de faire une conférence publique sur l'impôt. Et **Tournai** invite Christian Valenduc pour une formation en bon français sur la fiscalité. Quant à la **régionale de Bruxelles**, elle a passé un certain temps à étudier la fiscalité immobilière, en perspective d'un tax shift régional annoncé sur le précompte immobilier. Augmenter celui-ci sans prévoir un encadrement des loyers, c'est faire peser la charge sur les locataires. Elle a donc réagi par communiqué de presse avec le MOC.

Enfin, le Mouvement a poursuivi son implication dans le **Réseau Justice fiscale (RJF)**. Lors du Tax Justice Day du 28 mai, le focus était mis sur l'importance de mettre des moyens dans la lutte contre la fraude fiscale. Pour sensibiliser le public lors d'une animation à Bruxelles, les EP ont préparé un questionnaire d'embauche au SPF Finances ; et deux grandes « pyramides des inégalités de revenus » complétaient l'information des passants dans le stand. Des distributions de tracts ont été organisées à **Charleroi**, à **Tournai**, à **Bruxelles**, à **Liège**, à **Namur** et au **Luxembourg**.



Mobilisation massive contre les Traités Dracula

Le modèle de développement que nous annonce le projet de traité transatlantique (TTIP) entre l'Union européenne et les Etats-Unis a de quoi faire frémir, de même que celui entre l'UE et le Canada (CETA) et celui sur les services publics (TISA). Un grand marché transatlantique dans le droit fil de l'expansion capitaliste, libéré des « dernières barrières douanières » dont on comprend bien qu'il s'agit surtout des réglementations qui protègent (encore) les populations en matière d'emploi et de conditions de travail, de santé publique et de qualité de l'environnement. C'est aussi une menace de taille pour la démocratie : l'adoption de dispositifs comme le traitement des différends entre Etats et investisseurs auprès de tribunaux privés reviendrait à céder de plus en plus les choix politiques aux grandes entreprises.

Ce travail s'est poursuivi sans faiblir en 2015. Soit par un travail d'approche des enjeux dans une série de groupes, ce qui a encore eu lieu notamment à **Mouscron** (Hainaut occidental), à **Flémalle** (Liège-Huy-Waremme) ou à l'**école conso de Quaregnon** (Hainaut centre). Soit pour organiser la sensibilisation du public et des mandataires. Généralement, et c'est une condition impérative de réussite, cela s'est construit au sein de collectifs d'associations qui prennent de l'ampleur. Ainsi au **Brabant wallon**, la **régionale** a répondu à l'appel de la coordination menée par le Centre culturel qui a commandé la conférence gesticulée « Mais où est passé Robin des bois » de Franck Dubonnet. Capitalisme et TTIP au menu du débat. Cette conférence a également eu lieu dans le Hainaut centre avec l'appui de la régionale et du **groupe Philo et Société**. **Jolimont** a réalisé un tour du positionnement des différentes communes de La Louvière.

A **Charleroi-Thuin**, le collectif s'appelle « C'est qui ce TIPP ? » et poursuit son travail d'interpellation du conseil communal, où il a obtenu l'adhésion de trois partis, et d'actions publiques sur le marché carolo. A **Bruxelles**, c'est évidemment l'Alliance D19-20 qui a mobilisé les militants, notamment pour la manifestation d'octobre devant le Parlement européen, où ils ont invité les manifestants à lancer avec eux des avions de papier portant les « mots menteurs » clés du traité. Dans le Hainaut occidental, des conférences publiques ont été organisées à **Wasmes**, à **Mouscron** ainsi qu'à **Ath** sur les trois projets de traités. Le **groupe de Tournai centre** a tenu un stand sur le TTIP au 4^e Forum des Simplicités. Le **groupe « Transition »**, aux taquets depuis deux ans a réalisé une vidéo postée sur Youtube (1484 vues) et un PowerPoint afin de vulgariser les enjeux. Et un **midi-ciné de Tournai** a été une nouvelle fois consacré au TTIP pour suivre l'évolution et diffuser l'épisode 1 de la série « Comment je suis devenu pauvre et malade dans un monde de merde », titre éloquent issu du livre de Bruno Poncelet (du CEPAG), un des lanceurs d'alerte de ces « traités Dracula ».

Le TTIP a été mis sur le tapis lors d'un **midi-ciné citoyen de Liège-Huy-Waremme**, qui en prépare un prochain. Tandis que la **régionale du Luxembourg** s'est investie dans le collectif « No TTIP » né cette année. Il a organisé cinq séances publiques et fait le tour des mandataires provinciaux et communaux pour les inciter à se déclarer leurs communes respectives hors TTIP. Dix ont déjà répondu. Et à **Verviers**, le collectif « Traités de libre échange » a mené plusieurs actions de sensibilisation et obtenu un vote de motion contre le traité dans 17 des 20 communes de l'arrondissement.

Dans la fabrique des utopies réalisables

Dans certaines régionales, des projets de consommation alternative, porteuse d'autres valeurs, sont mis sur pied : « **la Table d'Autres** » et le futur **potager collectif de Dampremy** à Charleroi-Thuin ; les « **Jeudi de fin de mois** » concrétisés en 2016 à **Bruxelles**. Du côté de **Namur**, si le **potager collectif d'Onhaye** n'est plus un projet EP, il poursuit son activité de production collective de légumes. A **Barvaux-Condroz**, en revanche, le potager partagé se complète toujours d'un travail d'analyse et d'information, par exemple sur l'enjeu des semences et de la biodiversité. Dans le **Hainaut occidental**, le jardin solidaire de Tournai fait pousser légumes et plantes médicinales et ouvre ses portes pour sensibiliser le public aux dangers du productivisme agroalimentaire et pharmaceutique. Ces activités donnent aussi l'occasion de développer un autre rapport à l'espace public. Quant au **groupe de Lessines** qui est allé au 4^e Forum des Simplicités découvrir les alternatives à l'agriculture intensive, il se verrait bien lui aussi réaliser un projet concret, dans le cadre d'une collaboration avec le plan de cohésion sociale de l'entité.

A Liège-Huy-Waremme, le **GAC de Waremme** a cessé d'organiser les achats collectifs après 10 ans d'activité. Difficultés avec des producteurs, eux-mêmes en difficulté pour survivre ; concurrence de la « Ruche qui dit oui ». Il y aurait beaucoup à dire sur le défi que représente le maintien d'une alternative dans un système global qui s'est standardisé. Mais le groupe n'a pas stoppé sa trajectoire de débats pour autant et cherche une solution pour répondre à ce défi : l'idée d'une coopérative étendue à l'échelle de la Hesbaye a été creusée et soumise au public et à des producteurs. Recueillant un réel intérêt, le groupe a obtenu une bourse pour faire une étude de marché. Affaire à suivre.

Derrière l'activité de production/consumption alternative, il y a la recherche d'un autre modèle, plus

soucieux de valeurs humaines : c'est parce qu'ils privilégient le lien social et l'entraide que l'**atelier conso d'Othée** (Liège-Huy-Waremme) ou l'**école conso de Quaregnon** (Hainaut centre) sont allés à la découverte des SEL (système d'entraide locale) de leur



Atelier "Table d'autres", récupération des invendus du marché (Charleroi)

entité et d'un Repair café. C'est aussi parce qu'il s'agit d'une résistance à l'obsolescence programmée des objets, qui peut commencer à l'échelon local.

L'entraide peut s'organiser sur d'autres plans. Le film « Marinelada, un village en utopie », déjà approché par certains groupes l'an passé, a été projeté à **Leernes** et on en a discuté à **Jumet** (Charleroi-Thuin). Le **midi-ciné de Tournai** a diffusé une émission du Cepag sur ce village espagnol où les loyers coûtent 15 € par mois parce qu'on l'a voulu ainsi, où le travail est partagé et où les décisions qui concernent la vie de l'entité se prennent en assemblée. Une utopie devenue un projet de vie collective. Non sans questions, bien sûr (qui vient aux AG, qui prend la parole, qui entretient les logements... ?) mais un tel projet peut être questionné. Le capitalisme, comme chacun sait, ne peut pas être questionné : There is no alternative, nous répond-on.

Restons dans le Hainaut occidental, ou si l'on préfère en Wallonie picarde, région « qui a la frite » ! C'est en effet une terre de culture des patates et le

MOC-CIEP régional a édité un livre « Les Wallons picards ont la patate ». Car il faut conscientiser le public aux réalités de travail et à l'épuisement des sols accaparés pour la monoculture intensive de ces tubercules. Alors que les petits producteurs locaux s'efforcent d'organiser la culture par rotation. Un des **midicinés de Tournai** s'est saisi de l'enjeu, avec un documentaire de Notélé.

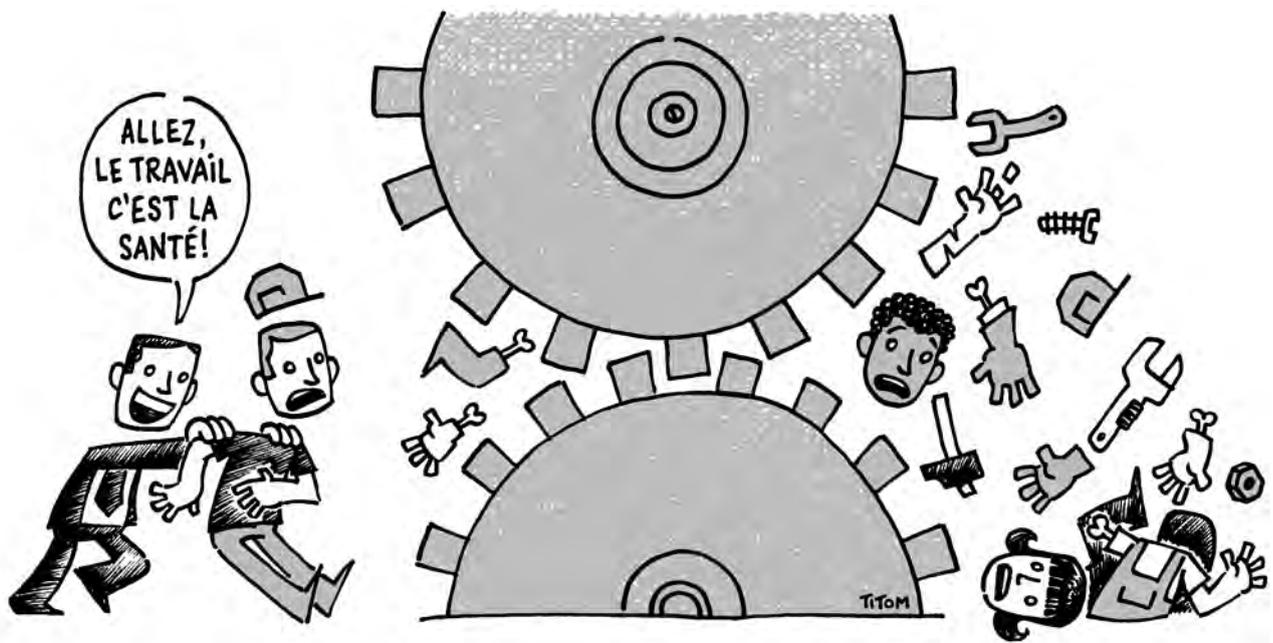
Pour sensibiliser à une autre manière de vivre, le **groupe de Tournai** centre a pris part, pour sa 4^e édition à l'organisation d'un stand au Forum des Simplicités, une initiative de l'écomusée du pays des collines. Et il prépare la 5^e. De son côté, **Comines**, préoccupé par les effets dévastateurs de l'usage des énergies fossiles, a organisé deux conférences

publiques qui visaient aussi à montrer les alternatives. Quant au **Réseau des 10 d'Ath**, il a tenu deux conférences publiques, l'une sur l'agriculture de proximité, avec notamment *l'asbl Terres en vue* qui lutte contre l'accaparement des terres ; l'autre sur la régionalisation du bail à ferme, qui représente une opportunité pour pousser la Région wallonne à modifier son approche.

Dans la **régionale de Liège-Huy-Waremme**, plusieurs événements publics ont également vu le jour avec diverses collaborations pour mettre à l'honneur des changements possibles et en discuter avec les habitants de Hesbaye : cultiver autrement ; imaginer une transition énergétique avec le concours des habitants, des entrepreneurs locaux, des mandataires ; se déplacer en limitant l'usage de la voiture individuelle... Ces moments parsemés d'exemples d'initiatives diverses ont réellement contribué à montrer que (soyons modernes) : « there are many alternatives », si l'on veut bien s'y coller.

« Le temps défait ce qui se fait sans lui »

Proverbe arabe



Certes, cela demande du temps. Peut-on, dans notre course effrénée du quotidien, prendre du temps au temps ? Nous en sommes toujours, en bons occidentaux, à vouloir « gagner du temps », plutôt qu'à savoir l'habiter. C'est la réflexion du **groupe de Mouscron**, qui se dit qu'il faut un autre rapport au temps pour créer du changement. C'est aussi l'idée du **groupe Espace Ecologie** qui pratique notamment les circuits courts et s'est investi dans la réalisation d'une fiche « gestion du temps » bien souvent passé plutôt dans la consommation que dans la socialisation.

S'il est une piste de changement qui doit revenir d'urgence à l'avant-plan des politiques économiques et dans les priorités des luttes sociales, c'est certainement la **réduction collective du temps de travail**. Le groupe « **Quel autre développement** » l'a beaucoup travaillée à Bruxelles et ne lâchera pas le morceau. Réduire et partager le temps de travail, c'est reprendre le fil de la conquête du temps libre pour les travailleurs dans un monde qui a besoin qu'on prenne du temps pour le penser (et le panser) ; c'est se donner des moyens pour répondre aux évolutions technologiques qui réduisent l'emploi ; c'est aussi l'occasion de

grignoter un peu de pouvoir sur la manière de faire tourner l'économie, car il faudra, forcément, réfléchir à de multiples formules selon les réalités des secteurs d'activité. Ça ne peut pas se faire sans les hommes et les femmes qui y travaillent !

La réorganisation des six thématiques d'action pour les années 2012 à 2016 a évidemment été opérée en concertation étroite avec les entités fédérées. Nous avons voulu en conserver six afin de préserver la logique ascendante qui laisse aux groupes et initiatives locales un grand pouvoir de décision dans le choix des sujets qu'ils abordent.

Au terme de la quatrième année de ce plan quinquennal, il se confirme que la réorganisation a correctement tenu compte des lignes d'action à l'œuvre dans les fédérations, puisque l'essentiel des activités qui se trouvent hors thématiques relève du travail d'évaluation et de programmation, des comités de rédaction ou du temps consacré dans certains groupes à un tour d'horizon de l'actualité.

Ces derniers se situent principalement dans la **fédération de Verviers**

qui en conserve une pratique vivace. C'est aussi le cas de **Comines** et du groupe porteur des **midi-cinés de Tournai**, au Hainaut occidental ; et de **Liège-centre** à Liège-Huy-Waremme.

La plupart des fédérations ont un bulletin de liaison et/ou un outil de communication régional (newsletter, page Facebook). Trois d'entre elles ont pu mettre sur pied un comité de rédaction avec des membres de la fédération et consacrent quelques réunions à sa réalisation. C'est le cas à **Charleroi-Thuin**, à **Liège-Huy-Waremme** et au **Hainaut centre**.

Des temps de mutualisation des savoirs qui émergent du travail des projets locaux sont également à reprendre ici. Toutes les fédérations en proposent, mais certaines l'articulent en fonction de thématiques. Ces moments servent à rassembler les personnes des groupes et projets locaux, à croiser les enjeux qui se travaillent, à faire émerger des priorités pour la fédération, à découvrir les valeurs partagées quelle que soit la dynamique particulière à chaque groupe ; à évaluer le chemin parcouru et à déterminer une programmation.

Les mots qui nous mentent

La campagne de sensibilisation des Equipes Populaires « Démasquons les mots qui mentent ! » vise à décortiquer, comprendre, déconstruire le langage néolibéral, à dénoncer les stratégies et la réalité sociale qui se cache derrière les mots. Démasquer les mots qui mentent pour révéler "le vrai visage du néolibéralisme", c'est l'objectif de la campagne de sensibilisation que les EP ont mené à l'automne 2015.

CAMPAGNES : DÉMASQUONS LES MOTS QUI MENTENT !

DICTIONNAIRE « LE PETIT MENTEUR »

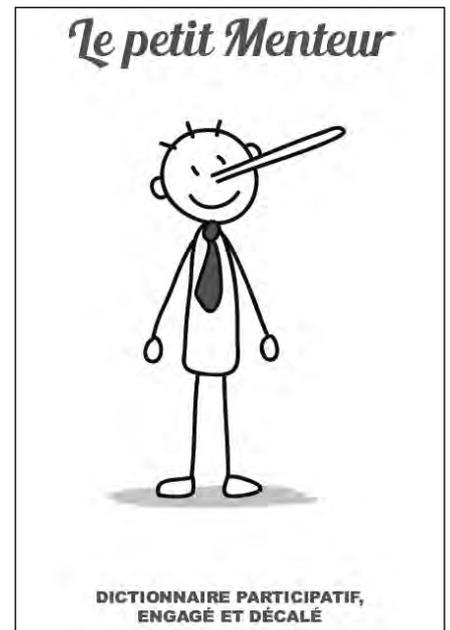
C'est l'outil-phare de cette campagne (dont nous sommes assez fiers !).

Le langage utilisé abondamment par les économistes, les politiques et les médias nous impose d'accepter la dérégulation sociale et l'accroissement des inégalités. La répétition incessante des mots austérité, compétitivité, handicap salarial, poids de la dette publique, a un impact bien réel sur notre emploi (ou pas), sur nos revenus, sur l'enseignement et l'éducation des enfants, sur nos modes de vie, sur nos utopies...

OBJECTIFS :

- *Montrer que l'utilisation des mots n'est pas neutre, que le néolibéralisme présente souvent de manière positive des mesures qui en réalité ont un impact très négatif pour le quotidien des gens.*
- *Provoquer un déclic qui permet ultérieurement une autre lecture (ou écoute) des médias, et donc susciter l'éveil critique.*

La démarche proposée pour aboutir à la publication de ce dictionnaire a été l'appel à collaboration de quelques personnes ciblées : animateurs-permanents, collaborateurs proches, quelques personnalités politiques ou syndicales. Une 2^e version, enrichie des contributions reçues au cours de la campagne, sera publiée dans le courant 2016.



DES OUTILS D'ANIMATION

Un numéro spécial de la revue Contrastes est complémentaire au dictionnaire dans la mesure où il a permis d'analyser plus en profondeur les tenants et aboutissants de l'idéologie néolibérale, en retraçant d'où il vient et en approfondissant quelques champs d'actions dans lesquels elle fait des ravages : l'emploi, la notion de responsabilité, le crédo de la compétitivité... Ce numéro est également très utile pour les animateurs de groupes qui souhaitent se réapproprier des méthodes pour mener des animations sur ce thème.

Il est disponible gratuitement sur demande aux EP ou téléchargeable sur le site internet.

Des **cartes postales** ont également été imprimées et distribuées lors de manifestations ou d'événements organisés dans le cadre de la campagne. Nous avons particulièrement soigné notre look lors des actions publiques : **Déguisement** : longs nez, chapeaux buse, hommes-sandwiches sur lesquels les passants étaient invités à écrire « des mots qui mentent ». Nous avons tenu à être présents à la manifestation du 7 octobre car nous retrouvions dans les projets du gouvernement de nombreux « mots menteurs » du néolibéralisme, que la manifestation dénonçait : l'activation des chômeurs, la compétitivité, l'austérité, la flexibilité... Notre présence originale et très visuelle a été remarquée et appréciée des manifestants (nombreuses photos relayées sur les réseaux sociaux).

Nous avons également manifesté notre désaccord avec le TTIP (encerclement du Parlement européen). Outre une présence visuelle, nous avons confectionné des avions en papier sur lesquels étaient inscrits les "mots menteurs" du TTIP, et que les participants renvoyaient en direction du bâtiment où se réunissaient les négociateurs européens et américains.

Le Jeu du dictionnaire revisité sur les planches, à la radio, sur le net...

CAMPAGNES : DÉMASQUONS LES MOTS QUI MENTENT !



Le 7 novembre, nous avons lancé officiellement notre campagne de sensibilisation au cocktail d'ouverture de la Foire du livre politique de Liège. Nous y avons tenu un stand d'information et avons présenté au public notre dictionnaire « Le Petit menteur ».

En s'inspirant de la célèbre émission du Jeu du dictionnaire, nous avons joué au « jeu du Dicomenteur » avec les mots de la Novlangue. Définitions néolibérales, progressistes ou franchement décalées étaient proposées aux invités ainsi qu'au public, qui était aussi appelé à voter pour sa définition préférée.



D'autres éditions de ce jeu ont eu lieu au centre culturel de Dison (Verviers) ou à Bruxelles par exemple, à Mons c'est un monologue qui a été mis en scène, celui se basant sur la lettre d'un manager qui traite du plan de sauvetage d'une entreprise avec traduction simultanée d'un délégué syndical. Ils se sont ensuite adonnés à une gymnastique des mots : développement durable, comprenez « le capitalisme de droite », développement soutenable, comprenez « le capitalisme de gauche », développement personnel, comprenez « l'exploitation individuelle ». Trois termes pour ne pas prononcer le mot Tabou : Capitalisme. Après cette petite « chauffe » de salle, c'est Fred Dubonnet qui a poursuivi la dynamique avec son spectacle « Mais où est passé Robin des bois ? ».



A Nivelles, la régionale EP a organisé un Jeu du dictionnaire dans le cadre de l'inauguration officielle de la radio web, Radio27.be. L'émission a été construite à partir de mots teintés de néolibéralisme : Intérêts notionnels, Tax Shift, Discipline budgétaire. Où des invités de choix (Marc Sinnaeve (IHECS), Dominique Watrin (humoriste...)) se sont prêtés au jeu des définitions. A Namur, c'est la radio universitaire namuroise qui a animé le Jeu du Dicomenteur dans le cadre de l'émission radio "Namur Chouette". Les candidats étaient invités à choisir une définition parmi 3 propositions : une néolibérale, une progressiste et une humoristique. Le candidat pouvait se faire aider par le public et les auditeurs étaient invités à voter pour choisir la bonne définition. Ensuite, un commentaire était fait sur le sens des mots dans une vision néolibérale de la société.

Mais aussi...

Nous avons également collaboré avec l'école sociale de Namur Hénallux. Où nous leur avons proposé un exposé suivi d'un débat sur les mots du néolibéralisme avec des étudiants de 2^e master en ingénierie sociale. Ce public était particulièrement sensible et intéressé à la fois par le thème de la campagne et par la méthodologie pour « faire campagne » en éducation permanente.

« Trop beau pour être vrai ! »

Organisée par 31 associations francophones et néerlandophones, la Journée sans crédit a pour objectifs de sensibiliser les consommateurs aux dangers du crédit facile et de formuler des recommandations aux pouvoirs publics pour améliorer la protection des consommateurs les plus fragilisés. Les Equipes Populaires sont depuis 2004, à l'initiative de cette journée de sensibilisation qui a désormais lieu chaque année le dernier samedi de novembre.

Cartes de crédit, offres conjointes, cartes de fidélité, promesses de gains... Le thème traduit le message que "rien n'est gratuit", contrairement à ce que laissent souvent penser la publicité et le marketing. Il cadre bien au message de consommation responsable (crédit et autres) qu'on essaie de faire passer auprès du public de nos associations et dans l'opinion publique. Notre message concerne l'ensemble de la population, mais nous avons **ciblé particulièrement les 18-25 ans** qui sortent de l'école, qui touchent leur premier salaire ou allocation et qui se laissent facilement tenter par les offres publicitaires alléchantes.



CAMPAGNES : JOURNÉE SANS CRÉDIT

La Journée sans crédit en actions !



Nous avons tenu un **stand d'animation** à Liège, Mons, Namur et Bastogne.

L'animation de cette année tournait autour d'un jeu-concours « Sunrève » où il était possible de gagner une mini-croisière. On distribuait des billets à gratter aux passants. Les personnes qui répondaient correctement à trois questions gagnaient une croisière... en Namourette sur la Meuse, clin d'œil aux pratiques douteuses de certaines publicités qui promettent des cadeaux mirabolants qui n'en sont pas vraiment !

On leur proposait également de se rendre à l'arrière du stand où elles étaient prises en photo devant un paysage idyllique. Des accessoires étaient mis à leur disposition (chapeaux, lunettes de soleil, collier hawaïen...). Les photos prises durant les activités ont été diffu-

sées sur le site internet de la JSC et sur Facebook. Et notre activité phare qui se situait comme chaque année rue Neuve, en plein centre commercial, a malheureusement dû être annulée étant donné le niveau de la menace terroriste (niveaux 3 et 4 dans les jours qui ont précédé). Il était prévu le même type d'animation qu'en Wallonie, avec une infrastructure renforcée (sonorisation, distribution de soupe...).

A Molenbeek également, l'animation qui devait avoir lieu sur le marché hebdomadaire le 26 novembre n'a pas pu avoir lieu pour cause d'annulation du marché. L'activité prévoyait comme l'année passée des jeux et distributions de supports de la JSC, en partenariat avec la Commune de Molenbeek et certains services de médiation de dettes.



Un débat au Parlement wallon

A la veille de la Journée sans crédit, des étudiants de l'Hénallux de la section sociale de Namur et les représentants de la plateforme Journée sans crédit ont rencontré des députés au Parlement de Wallonie, en présence de Robert Javaux, représentant du ministre wallon de l'Action sociale, Maxime Prévot, et de parlementaires issus des partis Écolo, MR et cdH.

Cette interpellation politique constituait le point d'orgue d'un travail de réflexion lancé en septembre avec les étudiants de 3^e BAC de l'Hénallux en collaboration avec la plateforme Journée sans crédit. Le thème de cette année ? « Consommation, crédit et endettement : Vers des politiques de prévention notamment à l'égard des jeunes ».

Les étudiants ont exprimé leur avis et posé des questions sur 5 thèmes : les budgets consacrés à la prévention et au traitement du surendettement, le crédit, la problématique de l'insolvabilité structurelle d'un nombre croissant de personnes, le rôle des services de médiation de dettes, les priorités des mandataires politiques wallons en matière d'action sociale.

La plateforme a par ailleurs pu mettre en avant tout le travail qu'elle réalise depuis 12 ans en termes de sensibilisation du public et de soutien pédagogique aux associations de terrain.

Des outils

Un « **guide pratique du jeune consommateur** » a été édité dans le cadre de l'action 2015. Il contient des informations utiles pour les jeunes, en particulier ceux qui deviennent financièrement autonomes : pourquoi et comment faire un budget, à quoi il faut être attentif quand on signe un contrat de vente ou un crédit, comment repérer les offres commerciales un peu trop alléchantes, quel type d'acheteur on est, le rôle de la publicité, les conseils lors d'achats par internet, que faire quand on a des ennuis...

Les **Billets à gratter** créés autour de trois thèmes (achats sur internet, contrats d'abonnement, crédits) invitaient les personnes touchées lors des actions de rue à répondre à des questions liées aux pratiques commerciales dénoncées par la plateforme Journée sans crédit. Le but était de répondre correctement aux trois questions pour gagner une « croisière ».

Les recommandations 2015

- La lutte contre les offres « gratuites » mensongères et trompeuses doit être une priorité dans la protection des consommateurs.
- Publicités mentionnant le mot « gratuit » : uniquement si la gratuité est sans conditions et sans aucun frais.
- Sanctionner les publicités trompeuses pour les crédits à 0 %.
- Interdire d'offrir de l'argent gratuit dans des publicités pour produits/services financiers.
- Une meilleure information du consommateur lors de la signature d'un contrat.
- Améliorer les possibilités de recours auprès des ombudsmen ou en justice.

Les recommandations complètes sont disponibles sur www.journeesanscredit.be

Publications, analyses et études

Nos écrits au service de l'action

L'ensemble des publications produites aux Equipes Populaires sont bien sûr en lien avec le travail fourni par nos groupes ou par les différents niveaux du mouvement. Elles rendent compte des avancées, du travail d'analyse et de critique produit par le mouvement et/ou constituent une base de travail pour aller plus loin dans l'analyse et l'action.

COLLECTION « CONTRASTES »

- **Droit de grève et droit au travail : Amis ou ennemis ?** janvier - février 2015
- **Régionalisation du logement : Une occasion à ne pas manquer !** mars-avril 2015
- **Préjugés : Mieux vaut en rire ? Pas sûr...** mai-juin 2015
- **Propriété privée : un droit naturel ?** juillet-août 2015
- **Démasquons les mots qui mentent !** septembre-octobre 2015
- **Jeunes : L'autonomie en sursis** novembre-décembre 2015

COLLECTION « POINTS DE REPERES »

- **L'allocation universelle : Plus de liberté... moins de solidarité ?**
Xavier Dubois et Christine Steinbach, octobre 2015
- **Les histoires digitales**
Laurence Delperdange, décembre 2015

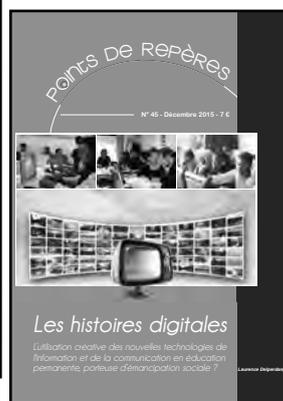
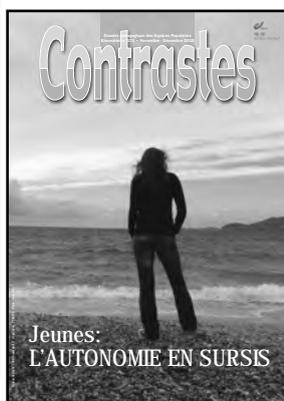
COLLECTION « LA FOURMILIERE »

- **L'impossible dressage des ramiers** janvier - février 2015
- **Mobilisation contre les exclusions** mars - avril 2015
- **Solidarité avec les réfugiés et le peuple grec** juillet - août 2015
- **Deux campagnes en novembre** septembre - octobre 2015
- **Démasquons les mots qui mentent !** novembre - décembre 2015

COLLECTION « QUESTION DE POINT DE VUE »

- **Les Bruxellois peuvent s'enorgueillir de leur protection sociale !**
Thibaud De Menten, février 2015
- **Pour un saut d'index... des loyers abusifs**
Thibaud De Menten, avril 2015
- **Partenariat CPAS-Education permanente : Un levier d'action pour faire face à la violence du système ?** Christine Steinbach, Juillet 2015
- **Rôle de l'Etat dans la logique néolibérale : A qui profite le "laisser-faire" ?** Christine Steinbach, septembre 2015
- **Le Logement public à l'épreuve de l'austérité** Christine Steinbach, octobre 2015
- **Pour une réforme fiscale bruxelloise ambitieuse, permettant une juste perception de l'impôt régional et communal** Thibaud De Menten, octobre 2015

PUBLICATIONS



Retrouvez nos articles sur notre site Internet :
www.equipespopulaires.be

Que demandons-nous ?



Au départ de la multitude des questions soulevées par les groupes locaux du mouvement, les Equipes Populaires ont formulé depuis plusieurs années un grand nombre de revendications.

Pas de liste exhaustive ici. Mais une synthèse des principales recommandations que nous portons. Aussi bien par le travail de terrain que par des campagnes d'action ou via la participation à des plateformes associatives.

Alimentation

Le mouvement soutient les revendications liées au principe de **souveraineté alimentaire des peuples**. Ce principe induit notamment le droit à une alimentation saine et accessible pour tous, un prix juste et des modes de production qui n'épuisent pas les ressources naturelles. Nous nous intéressons aussi au fonctionnement de la **grande distribution** : si celle-ci a sa place dans la société, elle doit répondre de la manière dont elle assure le respect des droits des travailleurs et favorise les produits locaux. Enfin, nous plaillons pour un **étiquetage** des produits plus lisible, plus compréhensible et plus adapté à leurs besoins.

Energie

En ce qui concerne l'énergie, les Equipes Populaires revendiquent le droit à **l'accès de tous** et plaillent pour une **politique énergétique durable**. Avec la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles et le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie, nous plaillons pour une **tarification solidaire et progressive de l'électricité**. Nous dénonçons le dispositif wallon des compteurs à budget, qui déresponsabilise les fournisseurs face aux difficultés de paiement des clients et nous demandons que la Région wallonne s'inspire des dispositions bruxelloises. Nous plaillons encore pour que les pouvoirs publics soutiennent **les ménages à faibles revenus** et favorisent leur accès aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.



Crédit - Protection des consommateurs

Sous l'impulsion des Equipes Populaires depuis plus de 10 ans, la Journée sans crédit dénonce les pratiques des sociétés de crédit et fait des propositions législatives pour mieux les encadrer. En 2014, la plateforme a également ciblé d'autres pratiques commerciales agressives et pas seulement celles liées au crédit (facture de GSM exorbitante, achat impulsif sur internet...). Elle insiste pour que les autorités publiques fédérales investissent davantage dans le contrôle du respect de la législation.

Non au démarchage intempestif : La plate-forme dénonce les abus en matière de démarchage téléphonique et à domicile. **Une meilleure information** : Toute personne non juriste doit pouvoir comprendre ses droits et ses obligations et comparer les offres. Texte complet des recommandations sur www.journeesanscredit.be

Publicité

Nous avons pris position pour une diminution de la publicité dans l'espace public et dans les outils de service public. Nos recommandations portent sur la **protection des plus jeunes** (pas de pub à la RTBF jusque 19 ou 20h) ; sur le **respect de l'intérêt général**, particulièrement en matière de santé et d'énergie (stop à la pub pour les modes de transports polluants). Nous nous opposons également à l'intrusion publicitaire que constitue le démarchage téléphonique. Plus généralement, nous prônons un **débat public** sur la place de la pub et une plus grande **régulation** de ses pratiques par la création d'un conseil fédéral de la pub.



Citoyenneté communale

En ce qui concerne la citoyenneté dans la commune, nous insistons tout particulièrement pour que l'on favorise les **dispositifs de participation** permettant aux citoyens de prendre part aux débats sur les questions qui les concernent. Il faut notamment améliorer l'**information** visant à une publicité active des débats politiques, multiplier les **commissions consultatives**, mettre en place des assemblées ou « forums » citoyens et créer des « **Maisons de la citoyenneté** ».





Emploi

Dans le domaine de l'emploi, nous portons de longue date la revendication d'une **réduction collective du temps de travail**, avec maintien du salaire et embauche compensatoire. Cela répond à une exigence économique, sociale et environnementale. Nous soutenons, avec Solidarité mondiale, le droit à un **travail décent** sur le plan international, ce qui implique entre autres des conditions de travail correctes, un salaire suffisant, ainsi que le droit de se syndiquer. Nous plaillons avec d'autres pour la création d'**emplois durables**, en particulier dans le domaine public et non-marchand ; et le relèvement des bas salaires.

Immigration

En matière d'immigration, le Mouvement aspire à une véritable **démocratie multiculturelle**, fondée sur les valeurs de respect, de tolérance, d'ouverture et d'égalité. En ce qui concerne la régularisation des personnes sans papiers, nous plaillons avec le Mouvement ouvrier chrétien pour **une procédure permanente et des critères de régularisation clairs**. Enfin, il faut assouplir les règles relatives à la **protection internationale** du réfugié et à son statut.



Logement

Le droit à un logement décent est une de nos préoccupations majeures. Pour le concrétiser, nous plaillons pour un encadrement des loyers privés, sur base de critères objectifs, en privilégiant le mode de la concertation. Nous demandons aussi de faire respecter tant **l'obligation d'affichage** du prix des loyers, que celle **d'enregistrement des baux écrits**. Nous soutenons également la revendication du développement et de la rénovation du parc de **logements sociaux**. Il convient aussi de promouvoir les **Agences immobilières sociales** et d'activer les politiques de lutte contre les **logements vides**. Enfin, en ce qui concerne la **garantie locative**, nous plaillons pour la création d'un fonds mutuel régional, universel et obligatoire.

Justice fiscale

La justice fiscale est indispensable pour assurer une meilleure redistribution des richesses. Pour cela il faut commencer par rendre effective **la levée du secret bancaire** en Belgique. Nous demandons également, avec le Réseau Justice fiscale, l'instauration d'un **impôt sur les grandes fortunes**. Nous plaillons aussi pour un **rééquilibrage**, d'une part en réduisant la pression fiscale sur le travail et d'autre part, en faisant contribuer d'autres revenus financiers (plus-values sur titres, options...). Par ailleurs, une réflexion s'impose dans le but de réviser le système des **intérêts notionnels**.



Sécurité sociale

La Sécurité sociale est le meilleur paravent construit par une société pour prémunir les individus des aléas de l'existence. Il faut **préserver ce système d'assurance solidaire** des tentatives de privatisation, notamment en matière de soins de santé, et le renforcer pour rencontrer les nouveaux besoins. Les Equipes Populaires plaillent en particulier pour le **relèvement des revenus de remplacement** et refusent que la responsabilité du chômage soit attribuée aux chômeurs. En ce sens, le **plan d'activation** de ces derniers, trop porté à l'exclusion, doit être remplacé au profit d'une véritable politique d'accompagnement des personnes. D'autre part, nous demandons la suppression du statut de cohabitant.

Services publics

Les services publics constituent un autre rempart précieux contre la pauvreté. Le mouvement plaide pour **leur maintien et leur développement** de façon à garantir la satisfaction universelle des droits humains, économiques et sociaux. **Les secteurs vitaux** (santé, éducation, eau, culture, environnement, services sociaux, logement social, audiovisuel, transport et énergie) doivent être soustraits des accords commerciaux internationaux. Nous dénonçons la logique européenne de l'austérité qui prive les Etats des moyens d'assurer ces services à leur population. Et nous nous opposons aux projets de traités commerciaux tels que le TTIP et le CETA.



Mobilité des personnes

La mobilité des personnes requiert à nos yeux un renforcement et une amélioration de l'offre de **transports publics**. Il faut favoriser les **modes alternatifs** à la voiture et envisager la mobilité en **cohérence** avec les politiques publiques d'aménagement du territoire, de développement économique et de logement.

SOMMAIRE

QUESTIONS DE CONSOMMATION

L'alternative comme résistance au système

- Les écoles conso, un chemin d'émancipation
- Peu de sous, mais beaucoup de savoir-faire !
- Attrape-moi si tu peux !
- Changeons le menu !
- Comprendre sa consommation énergétique...

3

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Politiques « Souriez, vous êtes surveillés ! »

- TTIP game over
- Rien n'est venu du ciel
- Des choses de la vie aux histoires digitales

7

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ

"There are many alternatives"

- L'Europe des ajustements budgétaires
- Les mots menteurs
- Tax shift : et d'abord, pourquoi c'est en anglais ?
- Mobilisation massive contre les Traités Dracula
- Dans la fabrique des utopies réalisables
- "Le temps défait ce qui se fait sans lui"

20

VIVRE ENSEMBLE

Abattons le mur des préjugés

- Susciter le dialogue entre les cultures
- Ce que ne nous apprennent pas les médias
- Abattons le mur des préjugés
- Rendre visibles les invisibles

10

CAMPAGNES

- Démasquons les mots qui mentent !
- La Journée sans crédit

25

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS

Politique d'emploi La centrifugeuse de l'exclusion

- S'activer, jusqu'où ?!
- Il nous reste encore beaucoup à gagner !
- Le droit de grève est légitime !

14

PUBLICATIONS, ANALYSES ET ÉTUDES

- Nos écrits au service de l'action

29

PAUVRETÉ ET EXCLUSION

Inégalités sociales en croissance constante

- Naissance d'une plateforme régionale wallonne
- Agrandir le parc public est vital
- Questions pour un champion... du logement
- Enquêter sur les inégalités sociales
- 600 euros pour ça ?!

16

REVENDEICATIONS DU MOUVEMENT

- Que demandons-nous ?

30

Avec le soutien de

